

DU RÉFÉRENDUM A L'AUTODÉTERMINATION



LA GUERRE D'ALGÉRIE

CHAQUE MOIS LES MEILLEURES PHOTOS, EN DIAPOSITIVES

ALBUM N° 21

241 
242 
243 
244 
245 
246 
247 
248 
249 
250 
251 
252 

241. Le harki et l'enfant. - 242. Constantine, vue du pont suspendu. - 243. Ghardaïa, la place du marché. - 244. A Timimour, les anciens combattants. - 245. Le col d'Agouri-Gourane. - 246. Le massif du Chenoua. - 247. L'oued Biskra. - 248. Boufarik : l'hôtel de ville. - 249. Menaa : la « Cité des vergers ». - 250. Femme de Constantine en tenue traditionnelle. - 251. Hydra. - 252. Lever de soleil sur le pic du Lalla-Khedidja.



DE GAULLE ET SES NOUVEAUX PROBLÈMES

Jean FONTUGNE

LE général de Gaulle, assuré du soutien de la majorité des Français après le triomphal référendum du 8 avril, a repris ses tournées en province. Après l'Auvergne, du 17 au 19 mai, la Franche-Comté l'accueillera du 14 au 18 juin.

Certes, en métropole, l'opposition s'agite beaucoup au sein du Parlement et dans les congrès des partis. Même elle n'hésite pas, le 20 mai 1962, à annoncer une fin prochaine du « système » ! Sans que le chef de l'État en paraisse inquiet pour autant... Et l'avenir lui donnera raison.

D'autres problèmes accaparent d'ailleurs son attention. Il les exposera dans une nouvelle allocution télévisée le 8 juin.

Sur le plan de la politique intérieure, le général de Gaulle, à l'étonnement général, condamne de fait ceux qui, le 13 mai 1958, le portèrent au pouvoir. Les tentatives d'assassinat dont il a été la cible au cours des semaines précédentes et peut-être plus encore le jugement rendu par le Haut Tribunal militaire dans le procès du chef de l'O.A.S. expliquent sans doute en grande partie cette prise de position inattendue.

Mais le chef de l'État, au cours de cette même intervention, donne de nouveaux indices sur l'orientation de la politique extérieure de la France. L'évolution du monde arabe, qui se dessine avec la création de la Ligue islamique à La Mecque, et la récente publication de la Charte d'action nationale du président Nasser suscitent son attention. Depuis son arrivée au pouvoir, il n'a d'ailleurs pas caché l'intérêt qu'il porte au tiers monde, qui lui paraît être pour lui un champ d'action nouveau et privilégié.

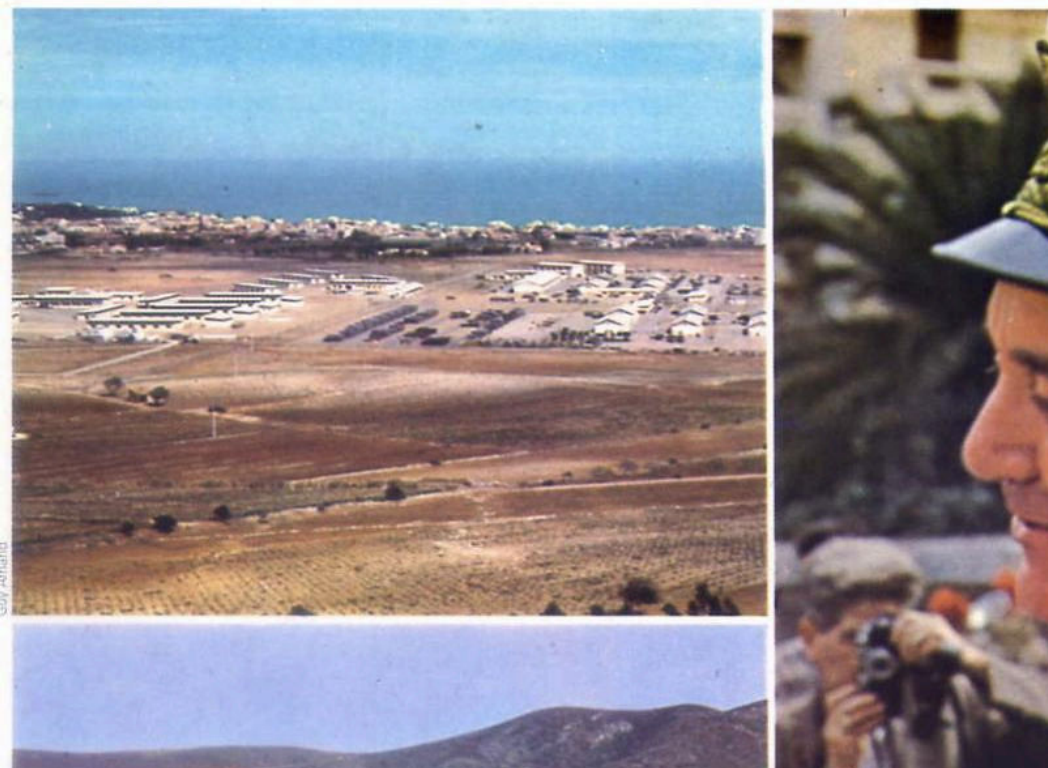
En Algérie, livrée pour quelques jours encore à la peur, les accords du 17 juin entre représentants du G.P.R.A. et de l'O.A.S. mettent, certes, un terme à l'affrontement sanglant entre les deux communautés, mais ils n'arrêteront pas les règlements de comptes entre musulmans.

L'Histoire retiendra que, dans le même temps et avant même le référendum pour l'indépendance, une crise extrêmement grave éclate au sein du F.L.N. divisé maintenant en deux clans farouchement hostiles. Dès lors, peut-on encore croire à l'application scrupuleuse des accords d'Évian ?

J. F.

Sommaire n° 109 - Historia magazine n° 365

JUSTICE DES HOMMES





René Bail

Edmond Jouhaud *(à droite)*, né à Bou-Sfer *(à gauche)*. Benjamin d'une famille de six enfants, il avait mené une existence simple et modeste. Son père et sa mère étaient instituteurs publics. Ses grands-parents étaient arrivés en Oranie en 1848. Aujourd'hui, ils reposent en terre algérienne ainsi que ses parents, deux frères et deux sœurs.

« JE m'appelle Edmond Jouhaud. Je suis né le 2 avril 1905 à Bou-Sfer, département d'Oran »... Le procès est commencé.

Jouhaud, massif, le masque rude, évoque son passé, son enfance, ses ancêtres qui tous reposent en terre algérienne : « Ce que j'ai défendu et ce que je défends, ce sont d'abord des mètres carrés de cimetière. » Il fait ensuite le récit de sa carrière militaire, narre les événements d'Algérie : le 13 Mai, l'autodétermination, le putsch. Il en vient enfin à l'O.A.S.

« Quels étaient nos buts? Le premier, bien sûr, était de maintenir l'Algérie dans la souveraineté française. Notre programme politique était basé sur un principe : la paix, c'est la tranquillité dans l'ordre. Le deuxième principe était un principe social : aucun ordre politique ne peut exister sans prospérité économique, facteur de progrès social. Le troisième principe était un principe moral : tout racisme est générateur de guerre. »

Jouhaud parle longuement, posément. Mais entre lui et l'assistance, le courant passe mal. Jamais il n'émeut si ce n'est lorsqu'il évoque son enfance de petit « pied-noir ». Sur les excès commis par l'O.A.S., il déclare : « Bien entendu, dès qu'on parle de violence, on ne sait pas où l'on va. »

Quand commence l'interrogatoire, Jouhaud, chaque fois qu'un de ces « excès » lui est exposé, déclare qu'il n'était pas au courant, qu'il lui était impossible de contrôler, qu'il n'a été informé qu'après, qu'il refuse de le couvrir... Et le président lui reprochera de ne vouloir assumer que des responsabilités diluées, vagues, « ès qualités, comme on dit au Palais ».

Le lendemain commence le défilé des témoins : les témoins de l'accusation d'abord, dont Denizot, préfet de police d'Oran, le général Arthus, commandant la gendarmerie d'Oran, et plusieurs victimes d'attentats O.A.S.

Puis comparaissent les témoins de la défense : des généraux qui ont connu Jouhaud et apprécié ses qualités de chef et d'homme de cœur; des pieds-noirs venus remercier l'accusé de ce qu'il avait fait pour eux et relater la grande Passion des Européens d'Algérie et des musulmans demeurés fidèles. Tous rappellent les crimes du F.L.N., tous évoquent les excès commis par le service d'ordre dans sa lutte contre ▶

Le procès du général Jouhaud, qui a lieu du 11 au 13 avril 1962, se déroule dans un climat très différent de celui qui régnait lors du procès des généraux du putsch, l'année précédente. Afin d'éviter tout incident, d'importantes mesures de sécurité ont été prises : gardes républicains à toutes les issues, gardiens de la paix un peu partout, vigiles sur les toits. Ici, pas de « M. Challe » prononcé avec déférence, comme pour s'excuser de ne pouvoir dire « mon général ». Jouhaud, pour le président du tribunal, est simplement « l'accusé ». Le Haut Tribunal militaire siège dans la salle de la cour d'assises. Jouhaud est défendu par le bâtonnier Charpentier et par Mᵉ Perrussel.

Le Deliou







Photos de Potier/Paris-Match

dans la salle, des femmes s'évanouissent

l'O.A.S. : perquisitions illégales, arrestations arbitraires, violences, entraves apportées à l'exercice de la médecine, etc.

D'anciens résistants, des hommes de la France libre viennent aussi apporter leur soutien au général Jouhaud, parlant de son patriotisme qui jamais n'a failli.

Avec la déposition de René Legros, officier de réserve d'aviation et ami de l'accusé, le débat soudain s'anime. Le témoin raconte comment le général Jouhaud a été pressenti, en 1960, par Roger Frey, pour organiser une sécession en Algérie et Mᵉ Perrussel, avocat de Jouhaud, annonce alors qu'il a en sa possession des documents originaux prouvant les transactions.

Deux lettres, également, marquent cette deuxième journée du procès : l'une est du général Salan, qui déclare qu'il a la responsabilité pleine et entière de la résistance en Algérie et que Jouhaud, depuis le 26 avril 1961, n'a pas cessé d'obéir à toutes ses instructions. L'autre est du général Massu, qui n'a pas obtenu l'autorisation du ministre des Armées de comparaître à l'audience et écrit :

« Je conserve du général Jouhaud [...] une image telle qu'à mes yeux sa présence à la tête de l'O.A.S.-Oranie, si elle n'a pas empêché certains excès, doit les avoir considérablement limités, dans la mesure des possibilités de l'exercice ardu d'un commandement clandestin. »

Le troisième jour, après l'audition de quelques nouveaux témoins de la défense dont le général de Monsabert, très émouvant, l'avocat général, Mᵉ Raphaël, prononce son réquisitoire.

« On a fait ici les éloges de Jouhaud, le procès du F.L.N., le procès du gouvernement... Mais c'est un autre procès que vous

Charpentier. Il ne parlera pas de Jouhaud, presque pas de l'Algérie française. Mais beaucoup de la France et de son histoire.

Lui aussi reprend le thème des « excès » de la Résistance : « Est-ce que la radio de Londres a jamais condamné les plastiquages, les hold-up et les assassinats d'espions et de traîtres ? »

Après une longue délibération, le Haut Tribunal militaire reconnaît l'accusé coupable des cinq chefs d'accusation retenus contre lui, sans circonstances atténuantes. Edmond Jouhaud est condamné à mort.

Dans l'assistance, des cris jaillissent, « Vive Jouhaud! », « Algérie française ». Des femmes s'évanouissent. Le général, impassible, droit, sans trembler, a écouté le verdict.

L'émotion soulevée par la condamnation à mort de Jouhaud n'est pas encore calmée que, le 20 avril, le général Salan, à son tour, est arrêté.



Interpress





avez à faire, c'est celui de Jouhaud, organisateur tout d'abord d'une sédition militaire, puis d'une association, l'O.A.S., laquelle n'avait d'autre but que de renverser les institutions de la République. »

Un homme crucifié

La partie de l'accusation la plus grave est celle de chef de l'O.A.S., bien entendu, en raison même des crimes commis par l'organisation. L'avocat général réclamera donc contre Jouhaud la peine capitale.

Vient ensuite la plaidoirie de Me Perrussel. Il va notamment mettre en parallèle les crimes de l'O.A.S. et ceux de la Résistance et des lendemains de la Libération : exécutions sommaires, fusillades par erreur, règlements de comptes, vengeances, emprisonnements, tortures.

En conclusion, Me Perrussel déclare : « Personne n'a l'exclusivité du patriotisme. Personne n'a l'exclusivité de la clairvoyance. Cet homme a été crucifié parce qu'il est algérien, d'abord, parce qu'il est militaire ensuite, et vous prononceriez la peine de mort au moment où on amnistie tous ceux qui ont tué nos soldats, violé les femmes d'Algérie, torturé nos petits enfants ?... »

La parole est maintenant au bâtonnier

Des révélations

Le 15 mai, moins d'un mois plus tard, après un interrogatoire mené tambour battant, s'ouvre son procès. Un procès sans surprises, pense-t-on. Comment, en effet, Salan réussirait-il à sauver sa tête alors que son second vient d'être condamné à mort ?

Une dizaine de témoins sont cités à la demande de l'accusation, cent trente-trois à la requête de la défense. Les mesures de sécurité qui accompagnèrent le procès du général Jouhaud paraissent dérisoires à côté de celles prises cette fois-ci : un certain nombre de chambres de la Cour d'appel et du tribunal de grande instance de la Seine ont été évacuées; le bouclage de la Cour d'assises est total et le stationnement interdit sur un vaste périmètre. De plus, il a été décidé que le général Salan demeurerait au Palais de justice jusqu'à la fin du procès.

La première journée est occupée par des querelles de procédure. La deuxième par l'appel des témoins. Dure journée pour l'accusation. Des incidents éclatent devant certaines absences, certaines révélations.

On apprend avec stupeur que des témoins importants, comme l'amiral Ploix, ont reçu des ordres de personnalités « haut placées » leur demandant de ne pas venir déposer, que d'autres, comme le général de Pouilly, n'ont jamais reçu la citation qui leur avait été adressée au ministère des Armées. Révélations scandaleuses qu'exploitera avec brio Me Tixier-Vignancour, avocat de la défense.

D'entrée de jeu, on sent que, pour l'accusation, la partie sera rude.

Après suspension d'audience, la parole est donnée à l'accusé. Le général Salan a cessé de se teindre et rasé sa moustache. Pour se présenter devant ses juges, il a retrouvé son vrai visage.

Feuillet par feuillet, calmement, il lit sa déclaration, la seule qu'entendra le tribunal puisqu'il a décidé de ne répondre à aucune question.



E.C.P.A.

François Mitt

Salan et Jouhaud avaient to
deux participé au 13 Mai.
avaient tous deux reçu le géné
de Gaulle, venu apporter à
population pied-noir et aux mus
mans réunis les paroles d'espoir
une Algérie fraternelle. Ils avaie
tous deux pris part au putsch
mené la lutte clandestine afin
maintenir l'Algérie dans la souv
raineté française. Aujourd'hui, à
mois d'intervalle, ils se retrouve
devant les mêmes juges. Le g
néral Salan *(à droite)*, tout au lo
de son procès, ne se départira p
de son mutisme, bien qu'étant apo
trophé sans ménagement par le pr
sident du Haut Tribunal militai

« Je suis le chef de l'O.A.S. Ma responsabilité est donc entière. Je la revendique, n'entendant pas m'écarter d'une ligne de conduite qui fut la mienne. J'ai fait rayonner la France aux antipodes. J'ai commandé, j'ai secouru, j'ai distribué, j'ai sévi et, par-dessus tout, j'ai aimé. »

Salan retrace l'histoire du 13 Mai, des barricades, du putsch d'avril. De son échec. « Au moment où je m'éloigne dans la nuit avec le général Jouhaud, je songe que rien ne me fut plus étranger que la politique. En acceptant de mener la lutte clandestine, ce n'est pas une décision politique que j'ai prise. J'ai simplement été rappelé au service, non par une convocation officielle mais par le serment que j'avais prêté. »

Et il dit encore : « Si j'avais trompé le peuple d'Algérie et l'armée en criant « Vive de Gaulle! », c'était parce que j'avais été trompé moi-même. La réparation, c'était d'abord de demeurer au milieu de ce peuple. C'était ensuite de prendre la tête de l'O.A.S. »

Et il conclut en ces termes : « Je ne dois de comptes qu'à ceux qui souffrent et meurent pour avoir cru en une parole reniée et à des engagements trahis. Désormais, je garderai le silence. »

Commence alors l'interrogatoire, ce que le président du tribunal appellera son « triste et lamentable monologue ». L'instruction évoque rapidement le putsch, la création de l'O.A.S., son développement, son action criminelle. Se tournant vers l'accusé, le premier avocat général Gavalda s'écrie : « N'avez-vous pas le cœur et l'esprit bouleversés au récit objectif et impartial de ces horreurs sans précédent ? »

La journée se termine par l'audition du général Ailleret, premier témoin de l'accusation, qui déclare que « d'après des renseignements qu'il considère comme sûrs », Salan, depuis le mois de septembre 1961, n'envisageait plus la possibilité d'une Algérie française et cherchait des solutions de rechange.

Le lendemain se poursuit l'audition des



E.C.P.A.

témoins de l'accusation. Jean Morin reprochera à l'O.A.S. d'avoir perverti la jeunesse et fait de l'assassinat un acte quotidien : « On tue, on va prendre l'anisette, on retue. »

Puis défilent les premiers témoins de la défense : la maréchale de Lattre de Tassigny, le capitaine Moynet, le général de Bénouville, l'ex-président Coty, le général Allard, le général Valluy. Ils rappellent quel remarquable chef de guerre fut le général Salan et évoquent les services exceptionnels qu'il a rendus à la France. Ils évoquent le 13 Mai, l'immense espoir en une Algérie fraternelle, les engagements pris : « Il me semble, dira Pierre de Bénouville, que la notion de serment est la base de toute action, de toute cette action. »

Nombreux sont ceux qui mettent en accusation le gouvernement et surtout la police parallèle, ces « barbouzes » devenus célèbres dont Jean Morin, un peu plus tôt, a nié l'existence.

Le quatrième jour se poursuit l'audition des témoins, dont le général de Pouilly, qui, évoquant la révolte des généraux, dira : « En choisissant la discipline, j'ai choisi de partager avec mes concitoyens et la nation française la honte de l'abandon. Ceux qui n'ont pu supporter cette honte se sont révoltés. L'Histoire dira peut-être que leur crime est moins grave que le nôtre. »

Mais le témoin le plus important de cette journée est sans doute François Mitterrand, garde des Sceaux en 1957. Avec lui est évoquée l'affaire du bazooka, premier maillon de l'engrenage pour beaucoup. Mitterrand a écrit, dans un journal de la Nièvre, un article dont *le Monde* du 9 mai 1962 a reproduit un passage : « Un incroyable hasard a voulu qu'il [le général Salan] fût la première victime désignée par le clan qui portera devant l'Histoire la responsabilité d'avoir déclenché la guerre civile, en ordonnant de tirer au bazooka, un jour de janvier 1957, sur le commandant en chef de notre armée en Algérie.

» S'il ne peut justifier sa révolte contre la volonté de la nation, écrit encore Mitterrand, ne gardera-t-il pas au moins le droit de récuser certains de ses accusateurs, qui, pour corriger leur maladresse de



A. Ayache

l'avoir manqué, firent de lui, un peu plus tard, leur complice? »

Me Le Coroller demande au témoin d'expliquer clairement sa pensée. Celui-ci met en cause ouvertement Michel Debré dans l'affaire du bazooka. Les avocats de la défense réclament alors la venue à la barre de l'ancien premier ministre, ce que le Haut Tribunal, après délibération, leur accorde.

À Mitterrand succède le Dr Salan, frère de l'accusé. Après avoir tenu à préciser qu'il était « gaulliste inconditionnel » et, de ce fait, condamnait l'O.A.S., il explique quelle fut la douleur de son frère « à sentir chaque jour davantage, par la volonté obstinée de De Gaulle, l'Algérie tomber aux mains du F.L.N. ». Et il conclut en ces termes : « Raoul et moi appartenons à une famille dans laquelle, quelles que soient les divergences d'opinion et les oppositions, on ne se renie pas entre frères. »

Le général, en larmes, serre les mains de son frère : « Merci, Georges! »

La cinquième journée est encore consacrée à l'audition des témoins. La salle est comble, agitée. L'assistance attend avec impatience la venue de Michel Debré.

Rencontre au cours d'un mystérieux voyage

Mais les questions de la défense ne parviennent pas à faire la lumière sur cette ténébreuse affaire du bazooka. Debré récuse toutes les accusations portées contre lui par Mitterrand. Sur le fond de l'affaire, la position de Debré est nette : « En choisissant le terrorisme aveugle, absurde, criminel, les dirigeants de l'O.A.S. ont pris en fin de compte une responsabilité très lourde devant l'Algérie, devant la France, devant l'Histoire. »

Interrogé par Me Le Coroller, qui lui demande si ses écrits du *Courrier de la colère*, véritables appels à l'insurrection, n'avaient pas été susceptibles d'entraîner des hommes de manière irréversible dans la défense de l'Algérie française, Debré refusera de se reconnaître une part de responsabilité morale. Et il n'aura pas une parole qui puisse constituer une invitation à la compréhension ou à la clémence. L'homme d'État l'a emporté sur l'homme de cœur.

Michel Debré quitte la barre. Mais l'affaire du bazooka n'est pas réglée pour autant. L'audition, deux jours plus tard du général Dulac, puis du général Gardon, la fait rebondir. Christian de La Malène, à son tour, est entendu pour expliquer les raisons d'un mystérieux voyage qu'il a fait à Alger en août 1958, au cours duquel il a rencontré le général Dulac.

Une chose semble certaine : sur cette ▶

Le Delfou



A gauche : le général Allard vient apporter son témoignage à celui qui fut son chef en Indochine. Le général Salan avait une très grande confiance dans Allard, qui fut l'un des artisans des victoires de Vinh Yen, en 1952, et de Na San, en 1953. *A droite :* dans un café tout proche du Palais, Me Tixier-Vignancour, après le procès, fait partager sa joie aux fidèles du général Salan et aux consommateurs qui l'entourent.

Gamma/R.A.



la lettre de De Gaulle

affaire, nul ne dit toute la vérité, et la défense marquera des points quand Christian de La Malène révélera que, lorsque Debré était garde des Sceaux, il occupait lui-même un bureau place Vendôme, sans toutefois faire partie du cabinet du ministre. Dès lors, son voyage à Alger au moment de l'instruction de l'affaire du bazooka en tant, semble-t-il, que mandataire de Michel Debré, est une bien étrange coïncidence.

Le procès touche maintenant à sa fin. Les derniers témoins sont entendus. Le colonel Thomazo, « Nez-de-Cuir », vient rendre hommage à Salan.

Le temps du jugement des hommes est venu. Me Gavalda prononce son réquisitoire.

Réquisitoire en deux parties : l' « insurrection à visage découvert », celle du 22 au 25 avril, et l' « insurrection dans l'ombre »; recherche, « s'il peut en exister », des circonstances atténuantes.

La première partie est sans surprise. Gavalda aborde rapidement la période du putsch pour en arriver aux activités de l'O.A.S. Sur les responsabilités de Salan, sa position est claire : celui-ci a voulu constituer un pouvoir central et, pour arriver à ses fins politiques, n'a pas hésité à chercher à « s'emparer de l'esprit et de l'âme des êtres humains ». Et il conclut en disant que la tactique, la stratégie de l'O.A.S., « c'est l'intelligence mise au service du mal et qui oppose l'intention aux mobiles ».

Traitant des mobiles, Me Gavalda résume sa pensée en citant Lamennais : « La cause la plus sainte se change en cause impie et exécrable quand on emploie le crime pour la soutenir. »

Cette seconde partie de son réquisitoire est assez curieuse. S'effaçant derrière ses auteurs, Valéry, Bernanos, Pascal, les Pères de l'Église, Péguy, Montaigne et, bien sûr, Lamennais, Gavalda s'efforce de démontrer qu'aucune circonstance atténuante ne peut être retenue. Jamais lui, Gavalda, premier avocat général, ne donnera de réponse personnelle aux questions qu'il pose. Jamais il n'aura un mot qui émanera réellement du fond de son être. Par des auteurs disparus, il fera condamner Salan sans appel.

La parole est maintenant à la défense. Me Menuet, d'abord, qui cherche surtout à montrer que le général Salan fut un chef humain, « fier d'avoir consacré plus de trente-cinq ans de sa vie à faire connaître et aimer la France sous tous les cieux ». Me Goutermanoff, ensuite, qui parle avec cœur du drame du peuple d'Algérie. La fin de sa plaidoirie est un cri déchirant qui bouleversera l'assistance et arrachera des larmes à l'accusé.

« Je suis ici pour tous ces gens qui souffrent et que vous avez aimés. Je suis la voix du Constantinois ensanglanté, de l'Oranie qui souffre. Je suis la voix des gars de Bab-el-Oued et du Ruisseau. Je suis la voix des mères effrayées, des enfants perdus. Je suis tout cela et je suis aussi un pauvre homme, un vieil homme qui s'est attaché à vous, qui voudrait vous sortir du fond de l'abîme où vous êtes plongé. »

Dans la salle, le silence est total. Tendue, l'assistance attend la plaidoirie du dernier avocat de la défense, Me Tixier-Vignancour. Celui-ci se lève enfin.



Coll. particulière

Avril 1962 : les accords d'Évian sont signés, l'O.A.S. est décapitée, mais elle n'en continue pas moins son action.

Chacun retient son souffle

Pour Tixier-Vignancour, il y a, dès 1956, ceux qui savent quel est le but, quelle est la pensée du futur chef de l'État, « ce sont Debré, Frey, Michelet. Ils resteront après. Puis il y a ceux qui n'ont pas connu cette pensée profonde : Soustelle, Delbecque, etc., et qui, eux, partiront mais qui, au départ, dans un même *Courrier de la colère*, collaborent tous ensemble à l'exaltation de l'Algérie française ».

Salan, lui, ne sait pas. Il s'est engagé en ignorant le but final de l'opération. Et Tixier-Vignancour marque un point important en donnant lecture d'une lettre du général de Gaulle adressée à Salan le 24 octobre 1958.

De Gaulle écrit notamment : « Tout va vite en ce moment, au moins en apparence, mais ce n'est pas dans le mauvais sens. L'ensemble de la nation française fait maintenant bloc sur quelques idées simples. On ne doit pas lâcher l'Algérie.

» ... On pourrait voir, un jour ou l'autre, l'organisation Ferhat Abbas demander à envoyer des délégués dans la métropole. En pareil cas, ces délégués ne seront pas amenés à Paris. Ils ne verront, dans quelque coin de France, que les représentants du commandement militaire. Ils ne seront admis à parler que du cessez-le-feu, et ce cessez-le-feu comportera nécessairement la remise d'armes des rebelles à l'autorité militaire. Je vous dis cela à vous seul, pour que vous sachiez à quoi vous en tenir. Naturellement, ne le répétez pas. »

Ainsi, de Gaulle, déclare Tixier-Vignancour, vient de prendre une position non équivoque, confirmant le général Salan dans la vérité et la réalité de son engagement.

L'avocat traite ensuite des faits, puis il conclut par ces mots : « Vous avez parlé, monsieur l'avocat général, et vous ne le pouviez point, du tribunal de Dieu. Nous sommes devant le tribunal des hommes. »

Les membres du Haut Tribunal se retirent. A 23 h 34, après deux heures et demie de délibération, ils reparaissent. La réponse aux cinq premières questions est affirmative. Dans la salle, chacun retient son souffle. De la réponse donnée à la sixième question dépend la vie d'un homme.

Bornet, président de chambre à la Cour de cassation, lit lentement : « A la majorité, il y a des circonstances atténuantes en faveur de l'accusé Raoul Salan. »

Des bancs de la défense, de la salle, jaillit une vibrante *Marseillaise*. Tixier-Vignancour tombe dans les bras de Salan. Dans la salle, le brouhaha est indescriptible. Nul n'entend le verdict rendu par le tribunal, condamnant Salan à la détention perpétuelle.

Quatre jours plus tard, une ordonnance est publiée au *Journal officiel* portant suppression du Haut Tribunal militaire — suppression due à la colère du chef de l'État qui a vu dans le verdict de clémence le désaveu de sa politique algérienne et une atteinte à son autorité. H

Liliane CRÉTÉ

N.D.L.R. — Ce texte a été rédigé à partir de la documentation qu'a bien voulu nous fournir M. Sorlot, directeur des Nouvelles Éditions Latines, 1, rue Palatine, 75-Paris-6e.

LE ZOUAVE D'ORAN



Darchy

Les zouaves, régiment légendaire de l'Afrique du Nord, vont terminer leur campagne en Algérie en assurant une mission bien difficile et bien ingrate : tenter de maintenir l'ordre et d'éviter les heurts entre communautés. Déjà, à Alger, depuis cinq ans, le 9ᵉ zouaves verrouillait la Casbah. En 1962, le 2ᵉ zouaves, ayant quitté le bled, se retrouve à Oran.

C'EST dans les Beni-Chougrane que le 2ᵉ bataillon de zouaves a fait une bonne partie de la guerre d'Algérie. Fin 1961, il va changer de cantonnement et de mission. Parce que la guerre change de visage. Il est alors sous les ordres du chef de bataillon Pinta et comprend, comme tous les corps de ce type, un commandement réduit et un nombre variable de compagnies. Six en l'occurrence, réparties de Perrégaux à Saint-Denis-du-Sig, L'Ougasse, etc. En très gros, 600 hommes en calot rouge, bien entraînés au crapahut.

Fin 1961, une compagnie a déjà quitté le bled pour Oran. Une certaine agitation se manifeste, qui ne fera que s'amplifier.

Début février 1962, quatre autres compagnies embarquent dans leurs camions et, par la Nationale 4 — Sainte-Barbe-du-Tlélat, Valmy, La Sénia — descendent à Oran à leur tour. Une seule continuera à pitonner jusqu'à la fin.

La ville, outre les marins de Mers el- ▶



René Bail

des slogans jetés à la chaux sur les murs

Kébir et les aviateurs de La Sénia, a pour garnison un groupe de transport du train dûment caserné. Ils ne suffisent pas à la tâche. Le 2e bataillon retrouve le 4e zouaves qui cantonne dans les cafés de la place Foch.

Les hommes savent où ils vont et se doutent de ce qu'on va leur demander : protéger les Européens contre les Arabes survoltés par les négociations. Ce ne sera pas tout à fait le cas à Oran.

Une des compagnies est installée à l'école Sainte-Marie, près de la place Sébastopol. Effectif : une grosse soixantaine d'hommes, articulés par groupes de combat. Armement : FM 24-29 et, au gré du tireur, MAT, carabine U.S., MAS-52.

A bord d'un camion

Les hommes et les sous-officiers couchent par groupes dans les classes désaffectées sur des lits Picot. Une cuisine fonctionne dans les sous-sols de l'école et chaque groupe va y chercher ses repas qu'il mange à la gamelle dans les chambrées. Leur mission consistera, d'une part, à effectuer, à pied dans la ville arabe et en camion dans la ville européenne, des patrouilles, *a priori* démonstrations de force assez gratuites, d'autre part, à contrôler l'étanchéité des bouchons qui coupent la ville musulmane des quartiers pieds-noirs. Les patrouilles se font soit en G.M.C., soit, plutôt, dans des 6 × 6 débâchés, hérissés de rouleaux de barbelés.

Une décontraction « opérationnelle » règne au 2e zouaves. Une hiérarchie discrète, des engagés fondus dans la masse du contingent, chacun sa tenue, peu de saluts, pas de rapports, des officiers énergiques et peu soucieux des petites tracasseries de l'autorité militaire.

Ce bataillon compte à son effectif un caporal-chef infirmier que nous appellerons Alain pour fixer les idées. Sportif, spéléo de notoriété régionale, ce Bourguignon barbu se taillera un beau succès en 1964, en allant assister aux J.O. de Tokyo à bicyclette.

Pour l'instant, il doit se balader dans Oran à bord d'un camion, au gré de sa fantaisie, et foncer là où ça pète, pour ramasser les blessés quels qu'ils soient. Gibelin conduit le 6 × 6 d'une main à peu près sûre et, dans la caisse, deux infirmiers (?) attendent, nez au vent, d'exercer leur compétence.

A l'ombre imposante de la colline de Santa-Cruz, Alain va parcourir la route de la Corniche, où flânaient autrefois les Oranais paisibles et les personnages d'Albert Camus. Il va découvrir l'hôtel de ville, place Foch, les vingt étages de la cité Lescure, place Sébastopol. Mais les barbelés, où tout le quartier jette ses ordures, coupent les rues. Des slogans, jetés à la chaux sur les murs, répètent : « O.A.S. vaincra! O.A.S. Salan! Algérie française! » La jetée clame, au ras des vagues : « Ici, la France! » et bientôt « O.A.S. = la France! »


Coll. particulière

◀ La ville a pris un visage de guerre civile : les rues sont hérissées de barbelés, coupant la médina des quartiers européens. Oran est figé, paralysé.

Oran est en proie à une folie destructrice. Dans le port, les dépôts d'essence ont été incendiés : une opération « terre brûlée ». La ville, qui surplombe la rade, est envahie par l'âcre fumée.

En somme, rien que de très normal dans une ville algérienne.

Comme il rentre de patrouille, la situation va se présenter à lui avec une clarté pédagogique.

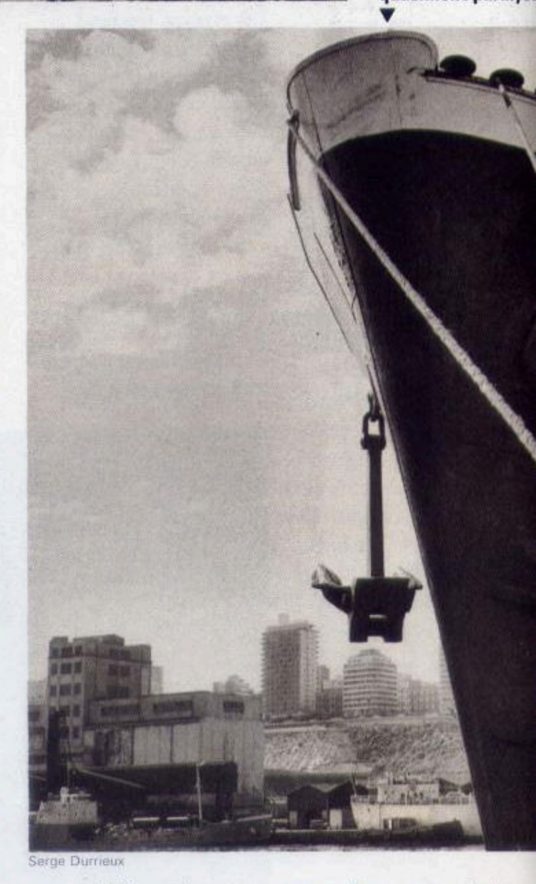
De part et d'autre du bouchon, pardessus les calots rouges des zouaves, deux foules se vomissent des injures à pleins poumons. Européens contre musulmans. La troupe, par sa présence, vient de faire échouer une tentative de ratonnade. Comme le camion s'avance dans la masse des Arabes, deux hommes sautent sur le marchepied, écartent de la voix et du geste le cataplasme humain qui se desserre instantanément. Image significative.

Des semaines durant, la première stupeur avalée, les zouaves ne verront pas autre chose.

Chez les Arabes, le calme, la non-violence, une attitude impassible nettement concertée, la foule tenue en main. Et cependant, chaque jour, on découvre le long du trottoir, un éboueur musulman, un ouvrier musulman du port, assassiné sur le chemin de son travail, dans le quartier européen.

En face, chez les pieds-noirs, une haine à l'état brut, spontanée, délirante. Beaucoup d'Oranais sont espagnols — au point de dire : « Je suis français » dans la langue de Lorca. L'impétuosité ibérique, attisée par une passion politique désespérée, se manifeste sans plan déterminé.

Faute de dockers, les uns étant en grève, les autres coincés dans la médina, le port d'Oran, jadis si animé, est aujourd'hui quasiment paralysé ▼


Serge Durrieux

Et cela d'autant plus que la ville est



Hadda

figée. Le port presque paralysé faute de dockers, les uns coincés dans leurs ruelles, les autres en grève. Les écoles fermées pour héberger la troupe, les cafés désertés par prudence, les cinémas clos par sécurité. Pis que la peste. Car les hommes sont valides. Une autre maladie leur ronge le sang, exacerbée par l'oisiveté totale : la violence.

Dans cette guerre à trois faces personne ne combat plus sur son front. Les Arabes attendent, sous la protection des soldats. Les pieds-noirs ont compris que les zouaves ne les laisseraient pas passer, mais les laisseraient partir. Tant pis pour les zouaves!

Après les menaces de Radio-O.A.S., les zouaves essuient d'innombrables rafales. Une fenêtre parmi cent autres se met à tirer — un chargeur d'arme automatique, une volée de balles de fusil — et pendant que le groupe arraisonné se jette dans les coins de porte, le tireur cache son arme et redescend dans la foule d'une autre avenue. Quand la façade est crevée d'impacts, les persiennes arrachées, les vitres rompues, il est déjà loin. Vingt fois par jour.

Les événements vont vite prendre une ampleur démentielle. Une voiture piégée saute en pleine foule, un beau matin ensoleillé. La détonation a détruit les vitres de tout un quartier et ébranlé la ville. Les éclats ont atteint une patrouille, tué un zouave, blessé un autre, mais la bombe a étripé des dizaines d'Arabes entassés dans une ruelle étroite — enfants, femmes, vieillards, une bouillie de membres sanglants et confondus.

La foule, comme un être hébété, hésite, titube. Elle a d'abord emporté ses blessés, puis injurié les zouaves. A présent, calots et turbans se penchent ensemble sur les victimes dont une jambe parfois, se détache. L'ambulance du bataillon, les G.M.C. des compagnies, emplis de corps hachés démarrent vers l'hôpital. Les soldats dégueulent le jus du matin dans le sang. Trop hagards encore pour se demander comment cette voiture a pu passer en quartier arabe malgré les bouchons. Par quel chemin? Avec quelles complicités?

Début mars, les combats de rue se déchaînent, les plastiquages nocturnes commencent. Le temps est proche où les sentinelles du 2e zouaves en compteront 45 en une seule nuit. On tire au mortier sur le quartier arabe, et les soldats ne peuvent que compter les coups.

Alors, voici que les half-tracks et les AMX entrent dans Oran.

Le jour où l'O.A.S. prend comme cible le lycée Ardaillon et bloque, de son tir, les gardes mobiles cantonnés à l'intérieur, c'est le passage d'un avion de chasse qui fera décrocher le commando.

Quand, place Sébastopol, la fusillade se déchaîne, ce sont les chars lourds qui viennent se planter sur l'asphalte devant les zouaves cloués au sol. Et les chars tirent. Au canon! Les soldats voient, par-dessus le corps du blindé, la façade se crever d'un œil gros comme un ballon de football, panaché d'une légère fumée bleue. Invraisemblable guerre! Alain, de toute sa naïveté, va se jeter dedans, tête baissée. Gare!

Une première fois, il ramasse dans son camion deux musulmans blessés aux jambes et fonce vers l'hôpital civil tout proche. Des infirmiers, réticents, hochent la tête, se concertent avec une lenteur calculée, lui indiquent l'annexe chirurgicale comme à regret. Gibelin se perd entre les pelouses, erre sur ses pneus énormes par les allées de gravier blanc d'un pavillon à l'autre. Ils trouvent enfin, par le plus grand des hasards, le pavillon indiqué où un petit docteur tout miel réceptionne les blessés et éconduit les deux zouaves. Mais le lendemain, le destin radote!

Chargés cette fois d'un ex-légionnaire musulman hâtivement poignardé et au tiers mort, ils retournent à l'hôpital et le même camion impossible rôde, conduit par le même Méridional vociférant, sous les ordres du même barbu à calot rouge. Même scénario par-dessus le marché. De point en point. Oran commence à puer. Les éboueurs musulmans ne descendent plus et le soleil de mars prend de la force.

Porte close

Avec l'entêtement de l'inconscience, Alain, accompagné d'un médecin militaire appelé, retourne, une troisième fois en cinq jours, à l'hôpital civil, dans un camion plein d'Arabes sanglants.

Le personnel d'accueil s'agite avec un zèle aussi suspect que vain. L'hôpital est plein, l'attente se prolonge. Alors, Alain perd patience, empoigne une infirmière par le bras et la pousse dans le bahut. En route.

Porte close à l'annexe chirurgicale. Personne ne s'interroge; on repart, bougnoules, zouaves et gonzesse mêlés. Finalement, les blessés engrangés par des infirmiers peu enthousiastes, on se présente à la grille de sortie. Close également. Toujours candides, ils attendent l'arrivée d'un fonctionnaire en blouse blanche, répondent à ses questions, indiquent leur unité. Le portail s'ouvre sur Oran, où, dit-on, les commandos de l'O.A.S. s'aventurent en armes et en treillis au point que, pour éviter les confusions, on a ressorti les foulards opérationnels.

Le camion fait trois cents mètres dans le boulevard Sébastopol. Pas plus. Deux voitures s'immobilisent nez à nez en travers de la chaussée qu'elles barrent. Gibelin se jette sur le volant à pleins bras, le camion se cabre au ras des voitures, saute le trottoir et plonge dans une ruelle transversale pleine d'ombre. A toute allure dans la descente, le cœur fou, affolé, allégé. On ne sait plus.

Il faut trois mots pour décider les gendarmes de garde au carrefour du Dr-Roux à enjamber leur half-track. Le blindé remonte et tonitrue vers le piège encore ▶



Georges Ménager/Paris-Match

L'armée a pris des mesures très strictes : couvre-feu permanent sur le front de mer et dans la zone dangereuse. De plus, les forces de l'ordre sont présentes et vigilantes. Pourtant, rien ne peut empêcher que des batailles rangées aient lieu entre les deux communautés. Ainsi, celle du 5 juillet...



Dalmas

le piège s'est refermé sur les deux hommes

tendu et vide. Mais les zouaves, hébétés, assourdis, voient les rafales hacher le half-track, qui s'immobilise, faucher l'équipage. Trois gendarmes casqués sur cinq ont bondi et ripostent à la MAT vers les fenêtres muettes. Tout autour, le quartier entier frémit d'explosions et de mitraille.

Dans le silence revenu, l'esprit d'Alain vacille. C'est que l'évidence éblouit toujours et durement. Ce piège, préparé pour lui, le sauveteur de bougnoules, s'est refermé sur ces deux hommes, l'un évanoui dans son sang, un bras rompu, et l'autre mort, d'une balle en pleine tête.

Pour les zouaves, brimades, injures, rafales mal ajustées. Mais on vise les gendarmes au front. Et ils payent en coups de crosse et mise à sac d'immeubles. Les petits gars du contingent, d'abord déçus, éprouvent une fringale de vengeance toute neuve.

Le lendemain, dans le quartier de la Marine, Gibelin percute sans hésiter une 4 CV, puis continue, ahuri, jusqu'à l'hôpital militaire. Les zouaves, ravis, considèrent qu'il s'agit d'une revanche bien légitime. L'autre jour, trois gars, en corvée de ravito, ont été entourés par une équipe O.A.S. qui, dépitée de les trouver sans armes, leur a pris leurs ceinturons américains.

C'est alors qu'intervient le cessez-le-feu, qui sera l'un des plus insolites de notre histoire. Le 19 mars 1962, Oran, muet, tendu de drapeaux, semble plongé dans un immense deuil tricolore.

Mais dès le lendemain, les accrochages reprennent, à 15 heures, boulevard Paul-Doumer. Vingt morts dans la journée. Le ton monte. 25 000 militaires tentent désespérément de maîtriser les soubresauts de cet être sans corps.

Quarante-huit morts à Saint-Denis-du-Sig, où harkis et fellaghas se sont affrontés. Le cessez-le-feu! Quel cessez-le-feu?

Oran accompagne l'arrestation de Jouhaud d'une fusillade sans précédent. On est le 25 mars. A quand la paix?

Alain regarde d'un œil sceptique la tentative de fraternisation organisée par l'O.A.S. Préparée par la radio, qui fait succéder aux menaces des paroles d'apaisement et s'adresse aux frères appelés qu'elle injuriait hier, l'opération durera une journée. Tout au plus. Habitués et indifférents aux promesses meurtrières, les zouaves croient à peine plus à cette main tendue qui garde les crispations du poing.

Les mamas vocifèrent leur invitation, puis, quand la patrouille, désabusée, passe son chemin les insultes classiques : « Sales patos! »

« Adieu, Algérie ! »

La colline de Santa-Cruz semble stupéfaite des convulsions furieuses de la ville, étalée en croissant à ses pieds. Les nerfs des gars du 2ᵉ zouaves, insignifiant gibier sans venin, commencent à craquer. Une rafale de MAT part toute seule, attrape deux appelés, qu'elle jette, hébétés sur le goudron de la cour. On évacue Gibelin pour délabrement nerveux et Ansoud pour jaunisse. Un radio balance son poste et détale en pleine fusillade vers l'école Sainte-Marie. La crise passée, il retourne placidement dans la bagarre. Mais voici l'agonie. Le 25 juin, les réservoirs de carburant de la B.P., installés au-dessus du port, sautent et, le lendemain, la grande poste saute à son tour, préludant à une destruction totale, frénétique, de la ville européenne par les Européens. La terre brûlée, disait Koutouzov.

De la base arrière de Saint-Cloud où on l'a replié, Alain, plus ému qu'il ne voudrait l'être, entend le speaker de Radio-O.A.S. lancer, à 19 heures, un appel, halluciné et digne, d'équipage sacrifié : « Notre combat est sans espoir et sans solution. Tout est fini. Adieu, Algérie! » Puis d'une voix neutre d'opérateur consciencieux : « Terminé, je coupe! » C'était le 27 juin 1962.

L'O.A.S. a bien failli l'avoir entre-temps. L'aspirant médecin le lui a raconté.

« On » a téléphoné au P.C. bataillon pour demander un camion, on promettait des médicaments. On donnait rendez-vous à l'hôpital civil.

En fait de médicaments, un commando O.A.S. a cerné le camion dès son entrée dans la cour, aligné face au mur les zouaves, désarmés en quelques secondes. Pendant qu'un homme arrachait le circuit électrique du moteur, un autre examinait les visages. Anxieux, déçu, il a passé sa rage en tirant une balle dans le treillis du médecin aspirant. Minables, bras ballants, sans ceinturon, sans flingot et sans camion, les quatre troufions sont retournés au 2ᵉ zouaves toute honte bue. « Ce n'est pas nous qu'ils cherchaient, c'est clair, dirent-ils à Alain. C'est ton équipe. » Alain, le seul valide, était à Saint-Cloud depuis quelques jours. A quoi a-t-il donc échappé!

Dans la petite ville de Saint-Cloud, les 2 000 habitants préparent maintenant les fêtes de l'indépendance. Les 40 soldats de la base arrière entendent, la nuit, les échos des répétitions ultimes. On marche au pas cadencé — on apprend! On bourdonne des hymnes glorieux, en sourdine. Le jour, rien. Les zouaves et les fusiliers marins d'Arzew patrouillent ensemble dans ces rues qui sont encore françaises pour quelques heures seulement. Le temps pour Alain de retrouver son frère à bord d'un half-track de la marine. **H**

BRÉSILLON-JARRIGE

Les autorités ▶ adjurent les pieds-noirs de rester, leur promettant qu'il n'y aurait aucun massacre. Mais déjà les enlèvements, les égorgements répondent aux violences des commandos O.A.S. et des affrontements sanglants ont lieu.

Georges Ménager/Paris-Match



LA LUTTE CONTINUE

J.-G. Sauer/Paris-Match





Photos Keystone

Installer en métropole « un climat d'inquiétude tel que les gens n'osent plus sortir de chez eux une fois la nuit tombée », telle est la consigne donnée par l'O.R.O. *Ne pas faire de victimes,* est-il toutefois précisé. A Paris, deux hôtels fréquentés par des Nord-Africains ont été plastiqués ainsi que l'immeuble du *Figaro*.

En réalité, loin de mettre un terme aux combats, l'annonce du cessez-le-feu va provoquer un redoublement de violence. N'étant pas parties prenantes aux accords d'Évian et estimant que l'irréversible est sur le point d'être commis, les chefs de l'O.A.S. décident de passer à l'offensive. La proclamation du cessez-le-feu sera choisie comme date moyenne de déclenchement de cette nouvelle phase. La manœuvre insurrectionnelle envisagée par l'instruction n° 29 du général Salan prévoyait « l'accroissement à l'extrême du climat révolutionnaire dans les grands centres urbains et l'exploitation du pourrissement par l'entrée en jeu de la population en marée humaine pour l'ultime phase ». L'application de ce plan va mener à la bataille de Bab-el-Oued, puis à la fusillade de la rue d'Isly.

En métropole, il avait été prévu par la directive générale d'action de Noël 1961 que le déclenchement de l'insurrection en Algérie entraînerait l'application du ▶

CONSEIL NATIONAL DE LA RÉSISTANCE

MÉTROPOLE

Monsieur,

Nous vous envoyons ci-joint quatre exemplaires d'une "Communication au Peuple Français" dont la diffusion, dans les circonstances présentes, revêt une importance capitale.

Hors de toute considération d'appartenance à un parti politique quelconque, il importe que chaque Français soit informé de la teneur d'un texte essentiel pour la compréhension des évènements à venir.

Nous ne pouvions mieux faire que de confier ce travail aux éléments nationaux de notre pays et nous comptons sur vous pour que l'un au moins de ces imprimés soit apposé dans un endroit particulièrement visible de votre lieu de résidence (si possible panneau d'affichage officiel) et que les autres soient judicieusement diffusés.

Merci

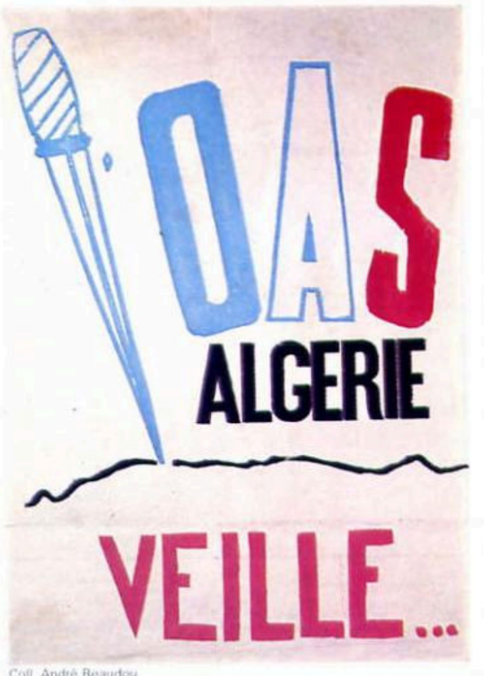
CONSEIL NATIONAL DE LA RÉSISTANCE RF

Coll. Fontaine

Le C.N.R., créé par Salan peu de temps avant son arrestation, continue la lutte. L'O.A.S. ne désarme pas. Parallèlement à l'action « directe », une campagne de propagande intensive est menée. La bataille des graffiti fait rage. Le manque de fonds oblige parfois les propagandistes de l'O.A.S. à fabriquer eux-mêmes leurs affiches.



J.-C. Peret



Coll. André Beaudou

plan de guérilla « Paso-Doble », dont l'objectif était de paralyser le pouvoir sans que pour autant l'organisation se dévoilât. Mais le degré de structuration et d'organisation atteint par l'O.A.S.-Métro en mars 1962 n'avait rien de comparable avec celui de son aînée algérienne. Un certain nombre d'états-majors régionaux et départementaux avaient bien été mis en place par Daniel Godot et son groupe de *missi dominici*. Mais à quelques exceptions près (Bretagne, Sud-Ouest, région parisienne) il ne s'agissait en fait que d'états-majors sans troupe, dont l'influence sera nulle sur le déroulement de la lutte en France. Quant à la population proprement dite, sa structuration n'avait même pas commencé.

Le commandement O.A.S. était parfaitement au courant des imperfections et des difficultés de l'organisation métropolitaine. Il ne s'attendait donc nullement à la réussite d'actions militaires spectaculaires. Cependant, l'instruction n° 29 était formelle : en métropole, « en tout état de cause, tous les secteurs devaient être allumés et l'esprit insurrectionnel généralisé ». Compte tenu du fonctionnement réel de l'état-major O.A.S. en métropole et du poste de chef de l'O.R.O. que j'occupais dans cet état-major, il me revenait d'interpréter et de diffuser à nos chefs de région les directives « action » de Salan. Je fixai donc, par ma note du 20 mars, les trois objectifs à atteindre en métropole pour la dernière phase de la lutte :

Paralysie du pouvoir gaulliste : pour couper le pouvoir central parisien des fonctionnaires d'autorité civils et militaires qui le représentaient en province, ordre était donné à nos réseaux de saboter tous les circuits interrégionaux et interdépartementaux, ainsi que les câbles directs Paris-province. Il était en outre ordonné de s'attaquer à tout ce et à tous ceux qui représentaient l'autorité de l'État ;

Création d'un climat d'insécurité généralisée : le but était de faire en sorte que chaque Français se sentît enfin directement concerné par ce qui se passait en Algérie. Un peu à la façon de ce qui avait lieu dans les grandes villes algériennes depuis 1956. Il est bien évident que pour faire face à cette flambée terroriste en métropole, le pouvoir central devrait ramener des unités de C.R.S. et de gardes mobiles d'Algérie. Ce qui soulagerait d'autant nos camarades d'outre-Méditerranée ;

Paralysie totale du pays : partant de l'idée de la fragilité de nos sociétés industrielles modernes, il s'agissait de s'attaquer à tous les moyens de communication, aux transports d'énergie, aux télécommunications, en sabotant signaux et aiguillages de voies ferrées, lignes téléphoniques, lignes à haute tension, écluses, etc.

Le « black out »

Bien loin de redouter la grève générale nous devions, au contraire, tout faire pour la provoquer, puisque nos adversaires ajouteraient ainsi eux-mêmes à la confusion et au désordre général.

La diffusion de cette directive provoqua tout naturellement des réactions indignées à l'extérieur de l'organisation. Mais elle ne fut pas non plus accueillie sans réserves à l'intérieur même de celle-ci. La police saisira certains exemplaires de cette directive corrigés à la main par tel ou tel responsable O.A.S. : ne pas faire de victimes... ;

ne pas blesser...; charges explosant après la sortie, etc. Ce qui en dit long sur le degré de conscience révolutionnaire qui existait alors chez la plupart des « grands subordonnés » de l'O.A.S.-Métro. Ce détail n'est pas sans importance.

Aussi n'est-il pas étonnant de constater que l'annonce du cessez-le-feu ne provoqua en métropole aucune recrudescence notable de l'action violente. Du 1er janvier au 19 mars 1962, il y eut, en moyenne, 26 explosions par semaine. Les trois semaines qui s'écoulèrent entre le cessez-le-feu et le référendum du 8 avril virent se produire respectivement 25, 26 et 19 explosions. Ce chiffre tombera ensuite à 10 par semaine. Les seize commandos O.R.O. que j'animais par l'entremise d'Henri d'Armagnac réalisèrent bien un certain nombre de sabotages dans la région parisienne : poteaux télégraphiques sciés à Juvisy, sabotages en série dans les gares de Saint-Nom-la-Bretèche, de l'Étang-la-Ville, etc. Mais cela ne compta guère. Et surtout, cela n'eut pas l'effet d'émulation escompté sur la province.

Une des raisons de cette passivité de la province paraît devoir être recherchée dans le resserrement du contrôle exercé par le gouvernement sur les moyens d'information, et en particulier sur la presse, à partir du 19 mars 1962. Jusqu'à cette date « les journaux à gros tirage étalaient sur d'énormes titres et sur de nombreuses colonnes les récits d'attentats, assurant à l'O.A.S. une publicité gratuite et combien plus efficace que les brochures clandestines dont la diffusion était obligatoirement très limitée » Dès que le cessez-le-feu est proclamé, le *black out* total est fait sur toutes nos activités en métropole. Hier fait national de première grandeur, l'O.A.S. en métropole est soudain comme effacée d'un coup de gomme. La rubrique « Subversion » disparaît comme par enchantement des colonnes des grands journaux parisiens.

Il s'agit, en effet, pour le pouvoir de préparer l'électorat métropolitain au référendum, de le persuader que le cessez-le-feu est efficace, qu'il est déjà respecté en métropole et qu'il ne saurait donc tarder à en aller de même en Algérie. Par contrecoup, l'O.A.S.-Métro se trouve dans la pire situation que puisse connaître une organisation clandestine dont la plupart des opérations n'ont d'autre portée que celle qu'elles acquièrent à travers les comptes rendus et les commentaires — même hostiles — de la presse à grand tirage. Face au silence de cette presse, le découragement gagna certains jeunes militants. On enregistra alors les premières défections. D'autres faillirent céder à la tentation du romantisme. Comme ce groupe O.R.O. que l'on empêcha à grand-peine d'aller s'installer en tenue camouflée et avec une caisse de grenades au sommet de l'Arc de Triomphe pour y déployer un drapeau O.A.S. et y soutenir un siège en règle...

Du fond de sa cellule

Mais l'opinion publique ne sait plus rien de nos buts, de nos espoirs ou de nos désespoirs. Pour elle, c'est l'accalmie après l'orage, la fin de la guerre civile larvée qui avait menacé d'éclater en métropole. Tout se passe, en effet, comme si les alliés du pouvoir observaient strictement les consignes d'un mystérieux chef d'orchestre clandestin. Les organisations anti-O.A.S. telles que les G.A.R. et les C.D.R., qui multipliaient jusque-là tracts, communiqués, menaces de mort, désignations d'otages, etc., observent brusquement un silence total à compter du cessez-le-feu. Le P.C. et les diverses organisations de gauche, qui avaient effectué une moyenne de six manifestations par mois depuis le début de l'hiver, cessent également toute activité après l'explosion d'une voiture piégée, le 10 mars, à Issy-les-Moulineaux. On se rappelle que cette provocation causa la mort de trois personnes et en blessa quarante-sept autres.

Préparé dans de telles conditions, le référendum du 8 avril fut bien évidemment un succès total pour le pouvoir. Et un échec total pour l'organisation. Nous tentâmes de nous persuader qu'un référendum n'avait pas de valeur en soi.

Bien avant le cessez-le-feu on évoquait souvent dans nos réseaux de soutien parisiens la nécessité de confier la direction de la lutte à un Conseil national de la Résistance. A en croire nos interlocuteurs — politiciens en mal d'une seconde carrière, officiers de réserve dissidents de l'U.N.O.R. ou mystérieux envoyés de la nébuleuse étoilée — la mise en place de cet organisme devait conférer à notre lutte la dimension politique et l'unité de commandement qui lui manquaient encore. Mais les officiers clandestins étaient trop engagés au niveau de l'action quotidienne pour prêter une oreille attentive à de tels propos. Il n'est pas dit non plus qu'ils se sentaient disposés à tirer les marrons du feu pour n'importe qui. Car, à l'époque, on ne prononçait pas encore le nom de Bidault à propos du C.N.R. Bref, toutes ces tentatives tournèrent bientôt court. Faute de pouvoir embrayer sur la réalité, les tenants du C.N.R. — une poignée de comploteurs professionnels — allaient alors se créer, à coups d'ordonnances et de proclamations, un univers clandestin parallèle, bien clos, bien cohérent, mais absolument irréel.

Comment le président Bidault en vint-il

(Suite page 3136)

Coll. particulière



◄ Le C.N.R. marqua l'arrestation du général Salan par l'ordonnance n° 3, du 30 avril, notant que cette arrestation « mettait fin automatiquement à son commandement », soulignant les « graves erreurs de la politique et de l'action menées par le commandement de l'O.A.S. » et exigeant une complète réorganisation sous « des commandements nouveaux ». *Photo :* Georges Bidault, Soustelle et Argoud sont réunis à Munich.





MARABOUT EN KABYLIE



Gérard Géry/Paris-Match

◀ **Dans cette tour dépendant d'une abbaye bénédictine située en Seine-et-Oise, Mme Salan et sa fille, Dominique, ont été assignées à résidence, cependant que le général Salan sera conduit à la prison de Tulle.**



Charles Courrière/Paris-Match

Georges Bidault entre dans la clandestinité

(Suite de la page 3133)

à l'idée de cautionner plus ou moins cette entreprise? Laissa-t-il simplement les choses suivre leur cours, c'est-à-dire les gens se servir de son nom, ou bien inspira-t-il lui-même leur littérature à partir d'un certain moment? Mystère! Toujours est-il que, le 9 avril, c'est au nom du Conseil national de la Résistance en métropole qu'il déclarera illégal le référendum de la veille. Cette prise de position officialise à la fois le passage du président Bidault dans la clandestinité et l'existence de fait d'un C.N.R.

C'est toute cette activité et tout ce potentiel politique que le général Salan décida, semble-t-il, de s'annexer en antidatant du fond de sa cellule, à la Santé, la directive n° 32 qui constituait le président Bidault « comme son remplaçant à la tête de l'O.A.S. ». De l'O.A.S. et non du C.N.R. On notera la nuance. Par ce coup de maître, Salan réussissait à se donner un successeur politique en la personne d'un ancien homme d'État. Et il neutralisait du même coup les maniaques parisiens de l'ordonnance et de la proclamation au peuple français en les privant du leader dont ils se réclamaient.

On ne peut pas ne pas se poser la question de savoir ce qui a pu pousser un homme comme Georges Bidault à assumer pour la seconde fois un rôle dont il connaissait mieux que personne les difficultés. On croit deviner que le général Salan est venu à l'O.A.S. poussé par le remords d'avoir crié et fait crier « Vive de Gaulle! » sur le Forum d'Alger en mai 1958. Le président Bidault aurait-il été poussé par ce même remords, lui qui fut le premier parlementaire à faire appel à de Gaulle, par écrit, le 14 mai 1958? Quand je le questionnais à ce sujet, à Munich, il éludait toute réponse, affirmant en riant que s'il était entré dans la clandestinité, c'était par crainte d'être plastiqué! Mais peut-être la vérité doit-elle être recherchée tout simplement dans la personnalité du président Bidault.

Le C.N.R. naissant devait faire très rapidement une autre recrue de choix : Jacques Soustelle. L'ancien gouverneur de l'Algérie n'assuma en fait aucune responsabilité précise au sein du C.N.R. Mais sa présence à nos côtés revêtait une signification très importante : il était non seulement un ancien Français libre de Londres, mais encore un des barons de la Vᵉ République, un de ceux qui l'avaient tenue sur les fonts baptismaux. Tout au long de l'existence du C.N.R., Jacques Soustelle demeura, certes, un peu à l'écart des autres chefs du mouvement. Il ne vécut pas avec eux, mais les rencontra à intervalles réguliers. Il nous fut cependant très précieux par l'étendue de ses relations dans tous les pays d'Europe occidentale, relations qu'il mit spontanément à notre disposition. C'est ainsi, par exemple, que je dois aux réseaux soustelliens d'avoir réussi à pénétrer, à séjourner et à sortir clandestinement du Portugal lorsque je m'évadai, en octobre 1963, de l'avion qui m'emmenait de force en Uruguay.

Une nouvelle ligne politique

Au début du mois de juin, Georges Bidault, Jacques Soustelle et le colonel Argoud, qui venait d'être porté à la tête de l'O.A.S.-Métro, créèrent à Rome un comité exécutif qui devait constituer l'organe suprême de direction de la lutte du C.N.R.-O.A.S. La présidence de ce comité revint à Georges Bidault. Antoine Argoud prit la direction de l'organisation et de l'action. Jacques Soustelle se vit confier la charge des relations extérieures. Pierre Sergent entra également au comité exécutif pour y représenter les officiers clandestins. Deux places furent enfin réservées aux représentants de l'O.A.S.-Algérie. Une d'elles sera occupée dans quelques mois par le général Gardy.

Ainsi moins de trois mois après le cessez-le-feu et moins de deux mois après l'arrestation du général Salan, l'organisation est pourvue d'une nouvelle tête. Mais au-delà des problèmes immédiats (comme la relance de l'action en France) ou quotidiens (comme la rencontre d'émissaires de l'intérieur), le comité exécutif va se trouver rapidement face à trois grands problèmes. Il lui faudra d'abord réaliser l'amalgame des branches algériennes entre elles et avec leur sœur métropolitaine au sein du C.N.R. Il devra ensuite définir une nouvelle ligne politique et assigner de nouveaux objectifs à l'organisation ainsi mise sur pied. Il faudra enfin doter ce mouvement des moyens financiers qui lui permettront d'atteindre ces objectifs.

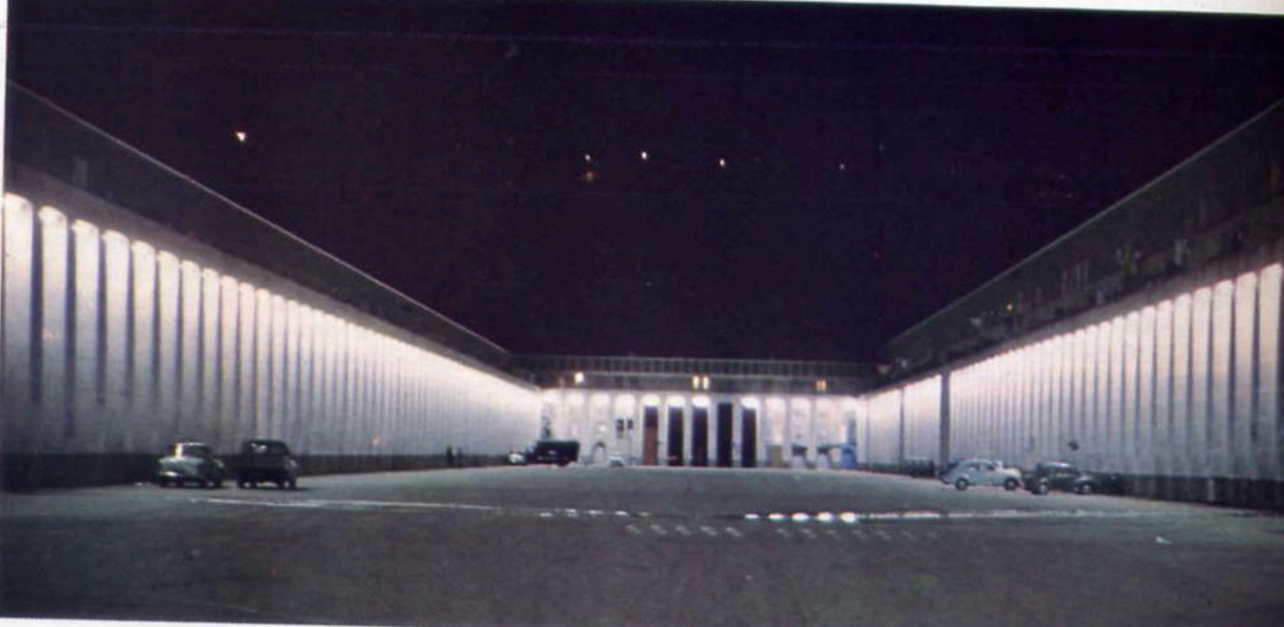
Des solutions apportées à ces trois problèmes dépendra en fait l'échec ou la survie du Conseil national de la Résistance du président Bidault. **H**

Jean-Marie CURUTCHET

LE F.L.N. QUADRILLE LA VILLE

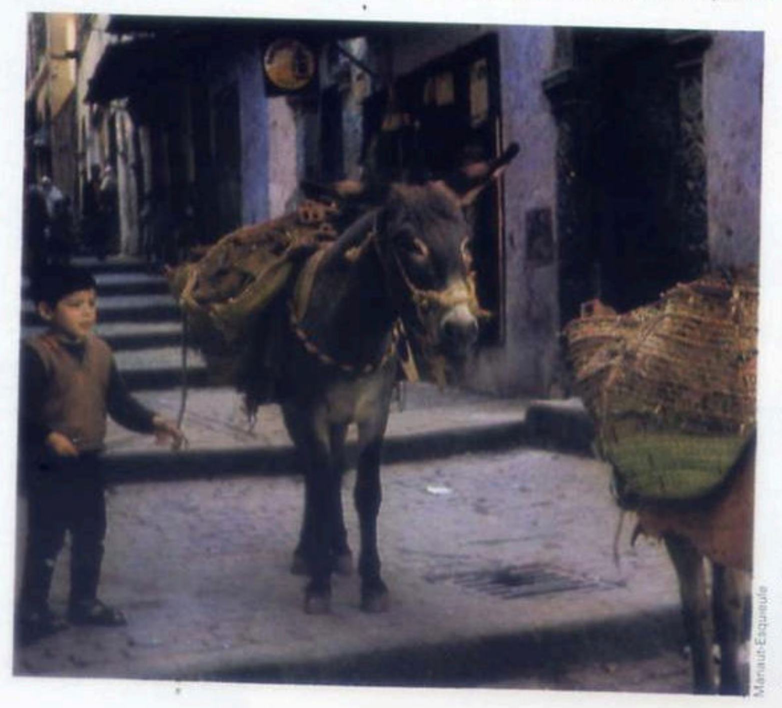


Le commandant Azedine, modeste chaudronnier en 1954, devenu chef de la zone autonome d'Alger en 1962. En 1958, il avait été envoyé en liaison auprès des chefs de la wilaya 4 lors de l'appel du général de Gaulle pour la « paix des braves ».



Manaut-Esquieule

Sur la population musulmane de la Casbah *(ci-dessous)* comme sur celle de Climat-de-France *(ci-dessus)* ou du Clos-Salembier, Azedine fera régner une discipline de fer et, dans tous les quartiers musulmans, il établira un véritable service de police.

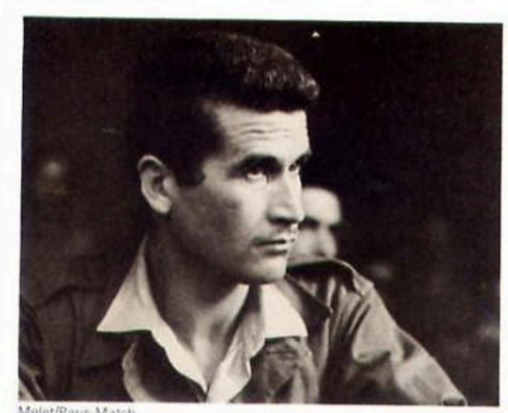


En janvier 1962, la situation de l'organisation F.L.N. d'Alger est précaire, car la police française a arrêté, presque coup sur coup, des dirigeants locaux importants, tels que Kheieddine, Djamal, Alilat (ce dernier s'est fait prendre en décembre). Les groupes réduisent quelque peu leur activité alors que l'O.A.S., elle, est en pleine offensive.

Devant cette situation, le G.P.R.A. décide d'envoyer du renfort pour que la deuxième zone autonome d'Alger (Z.A.A.) devienne aussi puissante que la première, celle qui avait connu son apogée en 1956, avant d'être démantelée, en 1957, par les parachutistes vainqueurs de la « bataille d'Alger ». Quatre leaders de premier plan sont dépêchés, de toute urgence, dans la capitale : Azedine, Omar Oussedik, Boualem Oussedik et Lounici.

Boualem Oussedik, cousin éloigné d'Omar, est plus jeune que Si Taïeb, qui jouait déjà un rôle important, pendant et après la seconde guerre mondiale, au sein du P.P.R. clandestin. Il appartient à la génération qui a abandonné ses études lors de la « grève des étudiants » de mai 1956 (il ▶

Boualem Oussedik, au début de 1962, est devenu un adjudant-c



Melet/Paris-Match

◀ Si Hassan. L'étudiant en médecine a fait son chemin puisqu'il est devenu chef de la wilaya 4. Selon certains, il aurait violemment protesté contre la nomination d'Azedine à la tête de la Z.A.A.

terminait une licence de lettres classiques) pour rejoindre l'A.L.N. Sa vie, depuis lors, a été un roman extraordinaire.

Il a dû faire ses preuves d'abord, aux côtés des montagnards — combattants qui n'étaient guère impressionnés par ses connaissances linguistiques (français, kabyle, grec), et qui préféraient tout simplement qu'il parlât arabe, comme eux. Or il ignore à ce point cette langue qu'il croit, au début de son engagement, que le mot qu'il entend employer à tout moment par les dirigeants pour désigner l'« organisation » (du F.L.N.) est le nom d'un grand chef maquisard... Il ne tarde pas, évidemment, à apprendre la langue de Mahomet, mais il ne manque pas d'utiliser très vite ses qualités stylistiques pour rédiger les tracts les plus incisifs de la wilaya 4 (dont il dirige les services de presse).

Sa « baraka » le fait échapper, en 1959, aux purges internes du F.L.N. qui, à cette époque, coûtent la vie à bon nombre d'intellectuels comme lui. Lorsqu'il décide de gagner la Tunisie, alors que les grandes opérations du « plan Challe » battent leur plein, c'est miraculeusement encore qu'il parvient au terme de sa très longue et très épuisante randonnée, après des péripéties dignes des westerns les plus mouvementés. Une période d'exotisme, de repos et de récupération en Scandinavie, le retour au service actif du F.L.N. pour des missions ou des ambassades dans des pays africains (Ghana, Guinée, Mali), et voici Boualem Oussedik lancé à nouveau dans une grande aventure.

Juan Paraga, adjudant-chef de la gendarmerie française : telles sont, à l'aube de l'année 1962, l'identité (à consonance méditerranéenne) et la profession (pour lui quelque peu étrange) du personnage clandestin qu'il est redevenu (très provisoirement). C'est, à vrai dire, dans des conditions peu banales que va s'effectuer le périple vers Alger de l'ancien étudiant en lettres et de ses trois compagnons désignés par le G.P.R.A. pour diriger la zone.

Ayant quitté Tunis par avion, le 23 janvier, ils sont pris en charge, à Genève, par un petit « réseau de soutien » suisse travaillant avec la Fédération de France du F.L.N. et plus spécialement avec une équipe de choc animée par le fils d'Abderrahmane Farès. Une militante leur fait passer, en voiture, la frontière franco-helvétique et ils trouvent, à Paris, des papiers falsifiés établis aux noms de quatre membres des « forces de l'ordre » d'origine pied-noir appelés, après un séjour dans la métropole, à regagner leur poste en Algérie. Azedine ne s'offusque pas d'avoir été, lui, commandant de l'A.L.N., relégué, par le hasard de faux papiers, au rang de simple « gendarme auxiliaire ».

Un vol régulier Paris-Alger, amène les clandestins à Maison-Blanche. Leur ami, le capitaine Moussa, est également du voyage, alors que Slimane Dehilès (l'ex-capitaine Sadek de la wilaya 4) les a précédés de dix jours en Algérie.

Des retrouvailles plutôt fraîches

Après une période de « direction collective », instaurée au lendemain de la mort de Si Mohamed (août 1961), la wilaya 4 est, en janvier 1962, commandée par Si Hassan, l'étudiant de deuxième année de médecine Youssef Khatib, qui a fait son chemin depuis l'époque de mai 1956 où, comme Boualem Oussedik, il quittait les cours de la faculté d'Alger pour monter au maquis. Les rapports qui se renouent entre le jeune colonel et ses adjoints, d'une part, et, d'autre part, ses anciens compagnons d'armes de la wilaya 4, Azedine et Omar Oussedik, venus immédiatement lui rendre visite, ne sont rien moins que cordiaux. Les uns et les autres se sont, en effet, vigoureusement opposés, en 1959, pendant les mois troubles où la « guerre psychologique » et les manœuvres d'infiltration et d'intoxication des services français du B.E.L., avaient semé confusion et zizanie au sein du commandement de la wilaya 4.

Au début de février 1962, l'heure n'est pas encore aux règlements des vieux comptes, mais les retrouvailles sont plutôt fraîches. Le chef de la wilaya 4 et les nouveaux chefs de la zone autonome d'Alger ne se mettent d'accord que sur de grandes orientations communes : la zone s'attachera, en priorité, à prendre le dessus sur l'O.A.S., et les responsables de la wilaya 4, qui donneront à leurs soldats l'ordre de ne pas descendre de la montagne, s'occuperont avant tout, quant à eux, de faire renaître une intense vie politique au sein de la population.

A Alger, Azedine, Omar Oussedik, Boualem Oussedik et Lounici installent, dans le populeux faubourg de Belcourt, un état-major à l'intérieur duquel chacun d'eux dirigera un grand secteur d'activité; le premier, les affaires militaires, le second, les affaires politiques, le troisième, les affaires de presse et d'information et le quatrième, les affaires financières.

Leurs adjoints seront soit des amis qu'ils font venir clandestinement de Tunis, soit d'anciens camarades de lutte qui viennent de sortir des prisons françaises. C'est le cas, par exemple, d'Ali Bouchafa, l'un des principaux chefs des commandos F.L.N. d'Alger de 1956, qui, après avoir été arrêté, condamné à mort, gracié, libéré, va occuper, dans la deuxième zone d'Alger, une place aussi importante que celle qu'il avait tenue dans la première zone autonome du F.L.N.

Les quatre leaders, qui voient grand, structurent non seulement un pouvoir central de la zone, mais un pouvoir local qui s'exercera dans cinq secteurs géographiques du Grand Alger (à l'exclusion du centre de la ville, dont les autorités gaullistes et l'O.A.S. se disputent le contrôle). Ils appellent ces secteurs des « zones », reprenant ainsi la terminologie en usage dans les wilayas du F.L.N. La zone autonome va devenir, en fait, une véritable wilaya à laquelle il ne manquera qu'un numéro, une « crypto-wilaya ».

Les cinq secteurs, dont les contours sont fixés avec précision, sont la Casbah (zone 1, confiée à Hamid Dali), Belcourt (zone 2, qui sera dirigée par Abderrahmane Khemissa, puis par Ahmed Kriouina), Clos-Salembier-Birmandreis (zone 3, commandée par Mohamed Biskri), Maison-Carrée (zone 4, sous les ordres de Mostefa Blidi),

Marc Riboud/Magnum

OUSSEDIK Boualem
dit "ALI"

- Né le 29.9.1928 à SIDI-NAMAN (Mizrana).
- De Mahfoud ben Mohamed Said et de Oussedik Noura bent Mohamed.
- Demeurant Allée des Murlers, POINTE-PESCADE (Saint-Eugène).
- Ex-Militant Communiste.
- Membre du F.L.N. impliqué dans l'affaire des bombes.
- NOTA : objet D.U. 164/56.

Boualem Oussedik, cousin éloigné d'Omar. Sa « baraka » lui a permis d'échapper aux purges sanglantes du F.L.N. comme aux recherches de la police et aux coups portés par l'armée française aux maquis. Il est chargé du service Propagande et Information (S.P.I.) de la zone autonome d'Alger.

Coll. Raymond Noël

enfin El-Biar (zone 5, dont le responsable est Nachet). Un « quadrillage » du F.L.N. se superpose ainsi au « quadrillage » mis en place, à Alger, par l'O.A.S.

Toute cette organisation se met à fonctionner d'une manière efficace et, sur certains plans, originale.

Lounici, tout d'abord, résout avec simplicité le problème de l'argent, ce nerf de la guerre classique ou révolutionnaire.

Tous les Algériens riches sont invités à verser de grosses sommes à la caisse de la zone, tous les gros commerçants à fournir aux services collectivisés de la zone une partie de leurs stocks. Si quelques-uns — plutôt rares, car le règne d'un F.L.N. implacable, est alors absolu en milieu musulman — se font tirer l'oreille, une mitraillette ou un revolver opportunément brandi sous leur nez les rappelle bien vite à leur devoir patriotique. Grâce au « trésor de guerre » ainsi amassé, Omar Oussedik peut verser à un certain nombre de militants, et de manière égalitaire, la somme d'argent qui leur permet de se consacrer en permanence à des activités politiques. Deux organisations de masse F.L.N., auxquelles sont confiées des tâches spécifiques, sont rapidement créées : celle des femmes (50 000 d'entre elles sont bientôt organisées dans cinq comités — un par zone) et celle des jeunes (20 000 garçons et 10 000 filles).

Grâce aux fonds collectés par les « percepteurs » de la zone, Boualem Oussedik, de son côté, peut aussi mettre sur pied des services sociaux selon des principes égalitaires et solidaristes inspirés des grandes traditions socialistes.

Des soins médicaux gratuits sont donnés, à tous ceux qui en font la demande, par des médecins — musulmans ou Européens progressistes — qui viennent sur le territoire de la zone exercer leur métier comme un apostolat. Les étudiants algériens terminant leur médecine à l'étranger sont invités à venir renforcer, à Alger, en première ligne, face à l'O.A.S., ces équipes militantes, mais les dirigeants de la zone sont assez déçus de constater que leurs appels sont médiocrement entendus.

Ravitaillement gratuit

Le « ravitaillement gratuit » est organisé, d'autre part, à côté de la médecine gratuite, au profit des éléments les plus pauvres de la population et notamment des chômeurs (au moins 20 000), dont le nombre s'accroît de jour en jour, au fur et à mesure que les destructions de l'O.A.S., en ralentissant la vie économique du pays, privent de leur emploi un nombre toujours plus grand de travailleurs. Les chefs de zone sont habilités à délivrer à ces déshérités, à ces « économiquement faibles », des bons qui leur permettent de s'approvisionner chez les commerçants sans verser un sou.

On n'oublie cependant pas, à la direction de la zone, comme on le dit à Si Hassan, à Ben Khedda, au haut-commissaire de France, Christian Fouchet, et aussi aux militants qui viennent en foule dans les meetings de quartier, que « la lutte contre l'O.A.S. est prioritaire ». Pour la mener au mieux, Azedine constitue un service de renseignements, dirigé par Si Mohamed, et un service « action », dirigé par Bouchafa et par le capitaine Tahar. ▶

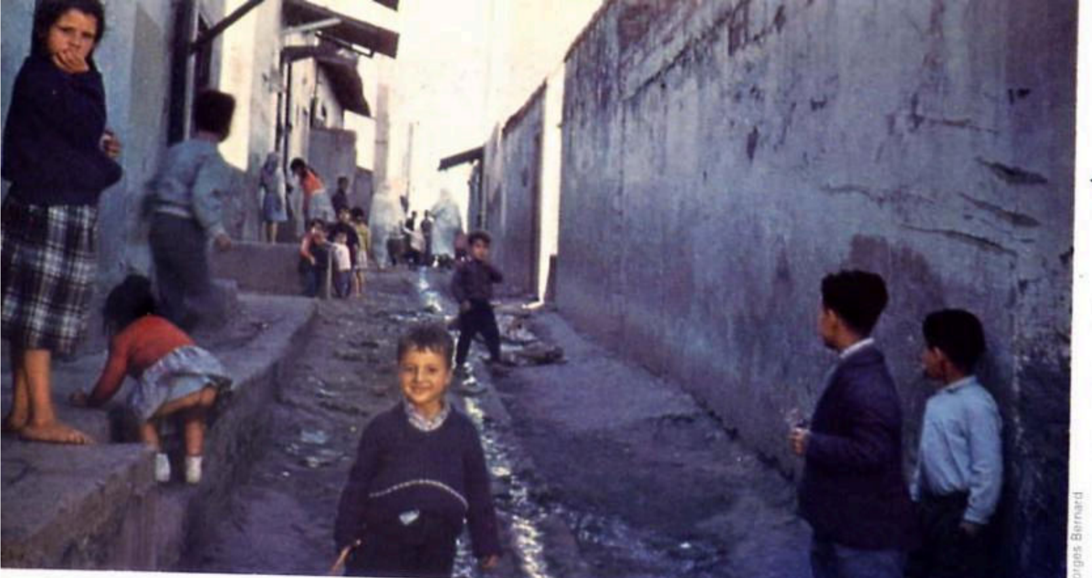
◀ En attendant le référendum, et malgré les attentats et les règlements de comptes, les pouvoirs publics s'efforcent de maintenir dans les villes une vie à peu près normale. A ce carrefour, un agent règle tranquillement la circulation.



Coll. particulière

Quant à l'armée des frontières, cette force plébéienne composée pour l'essentiel de petits paysans à qui on a donné pour maîtres à penser « Che » Guevara et Mao Tsé Toung, elle s'apprête à participer au défilé organisé pour fêter l'indépendance. ▶

400 "fidayin" bien ar



Georges Bernard

◀ A Maison-Carrée, seul le quartier musulman est animé. Dans le quartier européen règne un calme très inhabituel : peu à peu, les habitants s'en vont...



R. Coillat

Consigne est donnée aux Algériens de repérer dans leur quartier, et même au-delà, les Européens activistes ou de l'O.A.S. Les informations qui parviennent à Si Mohamed sont centralisées dans un fichier installé dans une maison de Belcourt (celle de Boualem Hamoud). L'exploitation de ce fichier peut permettre, très vite, de monter les « opérations de choc » confiées à 400 *fidayin* bien armés, répartis dans des commandos appelés à devenir aussi redoutables que les groupes « Delta » de l'O.A.S.

Ceux-ci, à qui leurs chefs donnent l'ordre de « faire échec aux assassins du F.L.N. » et de « paralyser le pouvoir gaulliste », se déchaînent, à partir de la mi-février, avec une violence de plus en plus meurtrière.

Ils tuent 23 Algériens, le 22 février, 10 autres au cours d'un « raid-éclair » effectué au centre d'Alger, le 26 février, deux jours après la « ratonnade » qui suit, à Bab-el-Oued, le meurtre d'un chauffeur de taxi par un *fidaï* du F.L.N. (20 Algériens lynchés).

Le 15 mars, le commando « Delta » d'El-Biar tue à la mitraillette, dans la cour du « Château-Royal », six fonctionnaires des centres sociaux, dont l'écrivain Mouloud Feraoun. Le 20 mars, au lendemain de la signature des accords d'Évian, d'autres groupes « Delta » abattent, dans leur cellule du commissariat de Hussein-Dey, quatre Algériens arrêtés à la suite d'un attentat F.L.N., et « ratonnent » dans les quartiers européens, qu'ils veulent désormais interdire aux musulmans.

Le même jour, un petit détachement de l'O.A.S. tire, depuis Bab-el-Oued, quatre obus de mortier sur la place du Gouvernement (24 morts, 60 blessés presque tous musulmans). Le service d'ordre de la zone 1 de la zone autonome d'Alger intervient, avec une promptitude et une efficacité remarquables, pour rappeler le mot d'ordre du F.L.N. : « Ne pas tomber dans les provocations », et pour empêcher la foule en colère de la Casbah d'aller faire, à Bab-el-Oued, une « expédition punitive » qui aurait tourné à la bataille rangée avec les Européens armés.

Le 23 mars, un commando de l'O.A.S. ouvre le feu, place Desaix, sur une patrouille d'appelés du contingent (7 morts, 11 blessés), et le général Ailleret, commandant en chef en Algérie, riposte en faisant donner l'aviation et les chars pour le blocage, puis l'occupation et la fouille de Bab-el-Oued.

Le 26 mars, le commandement de l'O.A.S. rassemble une grande foule d'Européens qui, partis du plateau des Glières, cherchent à se rendre, en cortège, à Bab-el-Oued, pour « affirmer leur solidarité envers les insurgés de ce quartier martyr ». Des éléments du 4ᵉ régiment de tirailleurs algériens, qui barrent la rue d'Isly, essuient des tirs de fusils mitrailleurs et ouvrent le feu sur les manifestants.

Le massacre provoque, dans la partie européenne de la ville, un sentiment de fureur contre les « Arabes » parce que la plupart des hommes du 4ᵉ R.T.A. sont musulmans.

Une voiture piégée

Dans ce climat d'une extrême tension, Azedine adresse message sur message à Tunis et à la « cité administrative » de Rocher-Noir pour demander des directives, ou pour le moins des avis, aux deux autorités devant lesquelles il est, au moins théoriquement, responsable : le G.P.R.A. et l'exécutif provisoire, l'organisme de 12 membres (9 musulmans F.L.N. ou non, 3 Européens) constitué par les accords d'Evian et présidé par Abderrahmane Farès.

Les réponses qu'il reçoit des deux côtés sont identiques : « Nous vous confirmons ce que nous vous avons déclaré lorsque le cessez-le-feu a été signé. Quels que soient les crimes de l'O.A.S., il ne faut pas exercer de représailles contre des Européens. Il faut que vous contrôliez étroitement la population algérienne. L'important est de tenir, d'occuper le terrain, de manière que rien ne vienne interrompre le processus qui doit nous amener, le 1ᵉʳ juillet, au référendum sur l'indépendance. »

Tout cela est plus facile à dire qu'à faire, car nombreux sont les militants F.L.N. qui, exaspérés par les meurtres de l'O.A.S., réclament « une vengeance spectaculaire ». Azedine calme les plus furieux en leur faisant connaître les actions anti-O.A.S., qu'il fait effectuer, de temps à autre mais discrètement, par ses groupes de choc : enlèvements ou exécutions dans les réseaux activistes. Les commandos de Bouchafa se révèlent d'ailleurs, pour ce genre d'activité, beaucoup plus efficaces que les unités composites et mal commandées de la « force locale » algérienne constituée à Rocher-Noir pour remplacer progressivement l'armée française.

Le 3 avril, des groupes « Delta » de

l'O.A.S. détruisent la clinique de Beau-Fraisier, qu'ils considèrent comme un « repaire de fellaghas », et mitraillent dans leur lit les malades musulmans (neuf d'entre eux sont tués). Le F.L.N. conseille alors aux Algériens, de ne pas se faire traiter dans les hôpitaux européens et renforce son propre service médical pour soigner les malades et les blessés victimes des attentats. Les praticiens travaillent dans les cliniques plus ou moins hâtivement aménagées de la zone et — notamment le Dr Gautheret, un gynécologue qui doit se transformer en chirurgien — opèrent de jour et de nuit.

L'horreur de l'attentat commis contre des malades amène certains Européens, jusque-là favorables à l'O.A.S., à désavouer le terrorisme, qui leur semble désormais aveugle, des commandos « Delta ». Cette légère modification du climat politique facilite l'initiative du préfet de police d'Alger, Vitalis Cros, qui décide de recevoir le commandant Azedine et ses trois adjoints de la zone autonome. C'est là un tournant dans l'histoire de la guerre d'Algérie, car, pour la première fois, le pouvoir légal, qui est encore français, et le pouvoir de fait, qui est déjà largement celui du F.L.N., établissent, pour lutter contre l'O.A.S., une étroite collaboration.

Les responsables de l'Organisation armée secrète ne manquent pas de dénoncer, dans leurs tracts, cette « scandaleuse collusion » et, lorsqu'ils subissent, le 20 avril, leur premier revers grave : l'arrestation de leur chef, le général Salan, les commandos « Delta » font surtout payer cet échec à des musulmans (24 abattus dans la seule journée du 20 avril).

Le 2 mai, à 6 heures, un de ces groupes « Delta » fait sauter, au bas du Front-de-Mer, une voiture piégée, chargée de pièces de ferraille. Celle-ci explose au milieu d'un rassemblement d'un millier de chômeurs algériens, qui font queue, certains avec leur famille, dans l'espoir d'obtenir une journée d'embauche sur les docks du port. L'attentat fait 62 morts et 150 blessés, la plupart gravement atteints.

L'opération « Fatmas »

Un peu plus tard, d'autres commandos « Delta » bombardent au mortier certains quartiers de Belcourt et de Climat-de-France, faisant de nombreux morts et blessés. Comme lors de l'attentat du 20 mars, place du Gouvernement, une masse algérienne furieuse veut aller porter sa vengeance dans un secteur européen (elle descend, ce jour-là, de Climat-de-France et commence à remonter la rue de Lyon), mais, comme le 20 mars, le service d'ordre de la zone réussit à empêcher un effroyable affrontement. C'est cependant de justesse que Boualem Oussedik et les chefs de quartier ont pu, cette fois, éviter le pire, en haranguant la foule et en lui lançant un pathétique appel à la discipline.

Azedine avertit Vitalis Cros que si les assassinats de l'O.A.S. continuent à ce rythme, il ne pourra pas ne pas répondre aux appels à une « grande action de représailles » qui lui sont lancés, de toutes parts, du côté algérien.

Le 3 mai, la Casbah est sauvée d'une catastrophe sans précédent par le sang-froid et l'esprit de décision d'un détachement de pompiers d'Alger — européens pour la plupart — qui arrêtent, *in extremis*, un camion-citerne rempli de 15 000 litres d'essence que des commandos de l'O.A.S. ont transporté sur les hauteurs, puis précipité vers « le quartier arabe », en espérant que les nappes de carburant s'enflammeraient et que l'incendie ferait rage. L'explosion du camion coûte tout de même deux morts aux pompiers.

Le 10 mai, les groupes « Delta » franchissent un degré de plus dans ce qu'un rédacteur du *Journal d'Alger* appelle « l'escalade de l'épouvante ». Ils déclenchent l'opération « Fatmas » : sept de ces femmes de ménage algériennes, que les pieds-noirs appellent « les fatmas », sont abattues au revolver dans le centre d'Alger, alors qu'elles se rendaient au travail chez leurs patronnes.

Cette fois, la mesure est comble. Azedine convoque, le 12 mai, une réunion de 30 responsables de la zone autonome, au cours de laquelle il est décidé que sera menée la grande « action de représailles » que la population musulmane ne cesse de réclamer.

Cette opération a lieu le 14 mai ; ce jour-là, entre 18 et 20 heures, des voitures de la zone autonome, ayant chacune trois ▶

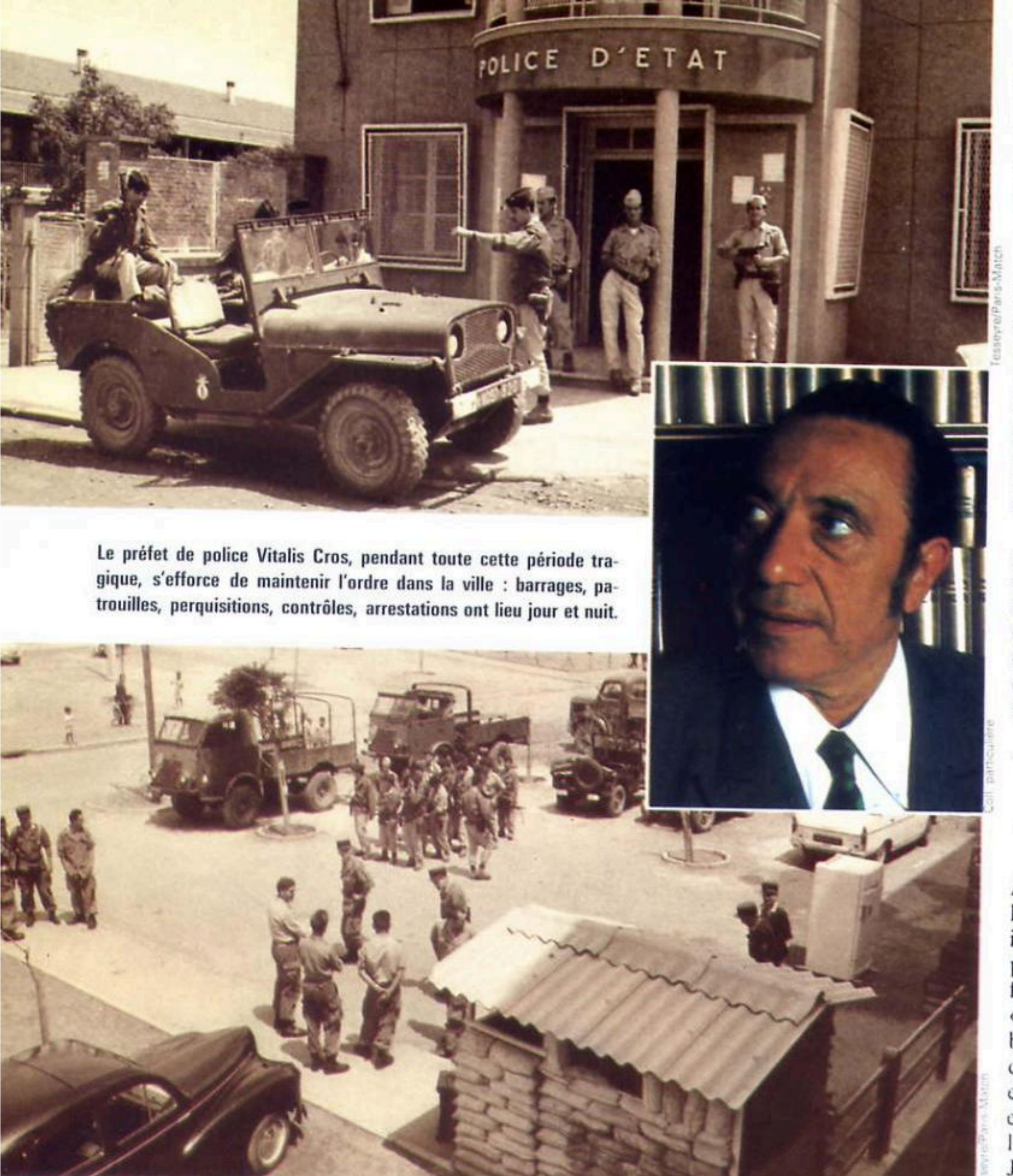
Ménager/Paris-Match



Tesseyre/Paris-Match



A Alger, les derniers groupes O.A.S. plastiquent, détruisent, brûlent. Les deux amphithéâtres et les laboratoires de la faculté des sciences *(ci-contre)* sont la proie des flammes ainsi que la bibliothèque de l'université. *Ci-dessus* : le docteur Mostefai, délégué aux affaires générales de l'exécutif provisoire, qui négociera avec l'Organisation armée secrète.



Le préfet de police Vitalis Cros, pendant toute cette période tragique, s'efforce de maintenir l'ordre dans la ville : barrages, patrouilles, perquisitions, contrôles, arrestations ont lieu jour et nuit.

Tesseyre/Paris-Match

Coll. particulière

Tesseyre/Paris-Match

Azedine bluffe avec un aplomb tranquille

hommes à bord, s'arrêtent en dix-sept endroits d'Alger, et notamment au quartier du Ruisseau, devant des bars ou des restaurants connus pour être fréquentés par des membres de l'O.A.S. Un *fidaï* jette, chaque fois, 6 grenades dans l'établissement visé et deux autres *fidayin* mitraillent les consommateurs. Le bilan officiel de la Délégation générale est de 17 morts et 35 blessés européens.

Le lendemain, tandis que les commandos « Delta » ripostent avec violence (56 morts, 35 blessés algériens), Azedine tient, à son P.C. de Belcourt, une conférence de presse qu'a préparée Boualem Oussedik. Il annonce à une dizaine de journalistes présents que le F.L.N. mènera désormais des opérations comme celle du 14 mai « tant que l'O.A.S. continuera à liquider des musulmans de manière systématique » et tant que, dans ces conditions, les accords d'Évian ne seront pas appliqués. Il revendique, au nom de la direction de la zone autonome, l'entière responsabilité de l'action qui s'est déroulée la veille, avec, ajoute-t-il, le complet accord du C.N.R.A., du G.P.R.A. et de l'exécutif provisoire.

Ce dernier point n'est pas véridique. En fait, le président de l'exécutif provisoire, Farès, est venu, une heure plus tôt, protester auprès du chef de la zone contre des « interventions aventuristes de ce genre ». Quant à Ben Khedda, président du G.P.R.A., il n'a nullement été mis au courant des projets et des initiatives des commandos de Bouchafa. Si Azedine, cependant, bluffe ainsi avec une tranquille assurance, c'est qu'il a la certitude que personne, au C.N.R.A., au G.P.R.A. et à l'exécutif provisoire, ne le désavouera, tant est grande la colère des Algériens devant les activités de l'O.A.S.

Du côté des Européens, les attentats de l'O.A.S. ont fini par causer une certaine lassitude, car leur inefficacité, sur le plan politique, est de plus en plus évidente. Cent mille pieds-noirs ont d'ailleurs, depuis le mois d'avril, quitté définitivement l'Algérie, en dépit des consignes de l'O.A.S., qui a demandé à tous les pieds-noirs de se « battre sur place », et ce signe est révélateur.

A l'intérieur même des rangs de l'Organisation armée secrète, les ripostes, désormais vigoureuses et spectaculaires, des commandos F.L.N. provoquent une certaine démoralisation, d'autant que les services de sécurité gaullistes (et notamment la mission « C » du capitaine Lacoste, qui travaille en liaison permanente avec le S.R. de la zone de Si Mohamed) porte maintenant des coups sévères au mouvement.

Le 18 mai, Jean-Jacques Susini, le principal leader politique de l'O.A.S. restant en liberté après l'arrestation de Jouhaud et de Salan, demande — et obtient — un entretien d'Abderrahmane Farès, l'homme qu'un tract des « ultras » dénonçait encore, quelques jours auparavant, comme « la marionnette des tueurs F.L.N. ».

Une rencontre ultra-secrète

Bien que la rencontre, qui se déroule à Alma, soit, en principe, ultra-secrète, les leaders de la zone autonome l'apprennent immédiatement et y voient la meilleure preuve qu'ils ont eu raison d'engager de front la bataille contre les commandos « Delta », puisque, déclarent-ils, l'O.A.S. baisse les bras. Cette conviction se confirme quand, au terme des tractations menées entre le président de l'exécutif provisoire et l'équipe Susini-colonel Gardes, sous l'égide de l'ancien maire libéral d'Alger, Jacques Chevallier, et de son adjoint, Jean-Marie Tiné, l'O.A.S. décrète, dans la nuit du 31 mai au 1er juin, la trêve des attentats.

A partir de ce moment, les dirigeants de la zone autonome prennent de la distance vis-à-vis des négociations « au fond » qu'engage avec Susini, le principal représentant du G.P.R.A. au sein de l'exécutif provisoire, Chouki Mostefai, et qui aboutissent à l' « accord F.L.N.-O.A.S. » du 17 juin 1962.

Ils savent, en effet, que l'O.A.S. et l'exécutif provisoire sont également condamnés à disparaître de la scène politique et que, lorsque l'équipe de Farès s'effacera, le 1er juillet 1962, la zone autonome constituera la force principale à l'abri de laquelle le G.P.R.A. pourra faire son entrée à Alger.

Malheureusement pour eux, les dirigeants de la wilaya 4 prévoient, eux aussi, cette évolution et s'y préparent. A l'heure de l'indépendance de l'Algérie, les chefs de la wilaya 4 ne laisseront pas très longtemps ceux de la zone autonome demeurer les meneurs du jeu à Alger. H

Albert Paul LENTIN

L'ENFER ALGÉROIS

Georges Bernard

L'Algérie française est maintenant dépassée, la « terre brûlée » est une solution de désespoir sans issue. Les pieds-noirs ne songent plus qu'à fuir. Belcourt *(ci-dessus)*, comme les autres quartiers d'Alger, se vide de ses habitants européens, cependant que les musulmans, reprenant confiance, recommencent à sortir de chez eux.

CE matin-là, Kader allait à son travail comme à l'accoutumée. Il avait décidé de faire la route à pied parce qu'il se figurait prendre ainsi moins de risques en changeant de chemin tous les jours.

Il avait laissé les mêmes consignes dans sa maison : personne ne devait s'écarter de Belcourt. Fatima, l'aînée des quatorze enfants qu'il devait nourrir, n'irait même pas travailler. M. Marcel était bon et comprendrait.

Elle se plaisait beaucoup dans son emploi au beau magasin de M. Marcel. Elle avait remarqué que, depuis quelques mois, l'arrière-boutique était le lieu de conversations avec des gens qu'elle ne connaissait pas. Sans doute à cause de la guerre.

Ce qui était sûr, c'est que, depuis le mois de mars, le nombre des personnes qui entraient sans rien acheter augmentait sans cesse. Ça, elle en était sûre. Il y avait eu tous ces événements depuis le début de l'année. Les grands chefs s'étaient rencontrés dans la France mais ça ne faisait pas du tout comme les autres fois quand il y ▶

G. Richard



M. André



Kader s'écroule, mort

avait des rencontres dont parlaient les journaux.

M. Marcel ne lui avait pas dit de venir au Forum au mois de mars. Non, ce n'était pas comme les autres fois.

— M. Marcel est-il là ? C'est de la part de Raymond.

— Je vais voir.

Elle avait la consigne de toujours dire : « Je vais voir ».

Jusqu'au jour où un jeune Européen, très bien mis, était allé voir lui-même, était entré dans le petit bureau attenant au magasin et, en l'absence de M. Marcel, qui était sorti, avait tué le comptable.

◀ A Bou-Saada, c'est jour de marché. La ville est calme. Pour combien de temps ? Au sein de l'O.A.S., l'anarchie règne et des groupes incontrôlés pratiquent un terrorisme aveugle.

O.A.S. = la France dernière vision de la rade qu'auront les Oranais en fuyant. L'O.A.S. a échoué dans sa folle entreprise : les pieds-noirs ont perdu leur pays à jamais.



◀ Encore une « action ponctuelle ». Qui a frappé ? Les « delta » ont presque tous gagné la France et l'Espagne au mois d'avril, mais d'autres ont pris la relève, qui frappent sans pitié.

Un claquement sec

D'ailleurs, à son retour, M. Marcel avait dit que c'était bien. Elle avait eu bien peur ce jour-là. Ça allait mieux maintenant parce que, des morts, elle en avait vu beaucoup depuis. Même que l'avant-veille elle avait touché le Mozabite tué devant sa boutique. Personne ne s'occupait de lui, mais elle s'était rappelé les recommandations de son père : « Tant que tu n'es pas dans Belcourt, les autres, tu laisses. »

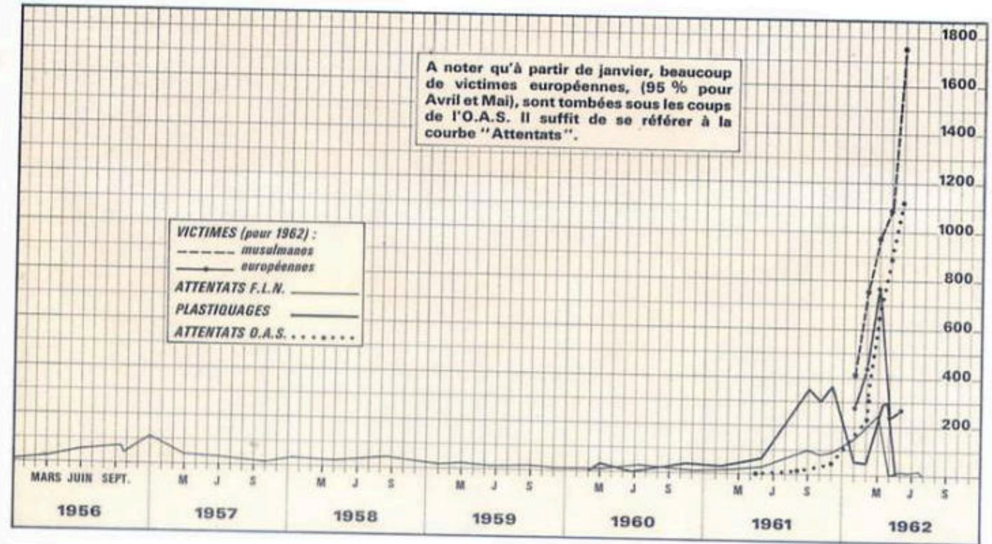
Kader pensait à toutes ces choses en marchant.

Il montait par le chemin Raynaud pour rejoindre la colonne Voirol. Il n'aimait pas beaucoup ce chemin encaissé. D'un autre côté, cela lui épargnait un détour et tout était bien calme.

Il ne serait pas en avance, mais Madame lui avait dit de faire très attention, et qu'il pourrait se retarder.

Le soleil commençait à monter dans le ciel. Son ciel à lui. Quand il y avait des visites à la villa, on ne parlait que de ça, avec des mots qu'il ne comprenait pas toujours mais qui le rendaient fier. Et encore, il se disait que tous ces gens ne connaissaient pas forcément et Biskra et le Sud de son pays, Touggourt. Lui, il connaissait. Bien sûr, avec la guerre, son empire se rétrécissait. Belcourt. Il se rappelait quand même ses descentes glorieuses dans le centre, même une fois un camion de l'armée était venu les chercher. Parfaitement. Un gradé avec des décorations conduisait. Il pensait avec amertume qu'il n'était allé à Alger qu'une fois depuis. Bien sûr, c'était la guerre. Il n'était pas non plus allé à Touggourt depuis deux ans. La récolte de dattes se faisait sans lui. Ça leur manquait l'hiver, et puis il ne pouvait plus faire plaisir à Madame, si bonne.

Ça leur manquait surtout depuis que son frère, Mahmoud, qui travaillait, lui, rue Michelet, avait été tué et qu'il avait recueilli toute sa famille.



Il se disait, Kader, tout en marchant, que tout devrait aller mieux maintenant que les musulmans tuaient de moins en moins. Il n'avait pas aimé du tout les attentats du F.L.N., et même, un jour, il l'avait dit à son délégué de quartier. Il ne savait plus quand. En tout cas, il était content que son autre frère, Saïd, fût dans l'armée du maquis. Bientôt, il reviendrait à la maison avec l'uniforme et il le présenterait à Madame. Et tout serait fini.

Il débouchait presque sur la colonne Voirol.

Il se retourna car il venait d'entendre une porte s'ouvrir. C'était un jeune Européen qui allait sans doute à son travail. Il entendait son pas se rapprocher. Et puis le claquement sec du premier coup de feu... mais il ne sentit rien. Il avait l'habitude des coups de feu, on n'entendait que ça.

Il se retourna de nouveau et la seconde balle lui transperça le visage.

Il tomba sur le dos en regardant le ciel.

Ce n'était pas la première fois que l'Algérie avait la fièvre, mais la poussée amorcée en janvier et en février 1962 avait un caractère nouveau.

C'est que, dans un passé récent, aussi bien en 1958 qu'en 1960 ou qu'en avril 1961, l'autodéfense des Français d'Algérie contre ce qu'ils considéraient clairement comme des agressions, qu'elles vinssent du F.L.N. ou de la France, se situait dans un contexte sans nuances où l'affirmation des certitudes nationales qu'on leur avait inculquées tenait lieu de preuve.

Il fallait donc affirmer sans relâche que

J.-C. Archambault

l'Algérie de De Gaulle n'était pas l'Algérie, que sa France n'était pas la France et même que 90 % des habitants de la province, issus de son sol et de son histoire millénaire, n'existaient qu'en fonction des légitimes aspirations des Français.

Après mars 1962, tout était de moins en moins précis et chacun, se sentant sous le coup de menaces nuancées, différentes mais toujours actuelles et présentes, voulait faire face mais ne savait comment.

Dans un bain de sang

La sensation d'être brimé dans les domaines les plus intimes de l'être, qu'elle soit ou non fondée, ne peut déboucher que sur le désespoir. Il est impossible de dire à un désespéré qu'il a tort : il ne l'admettra, peut-être, que s'il passe le cap, et, plus vraisemblablement, il ne l'admettra jamais. Et les Français d'Algérie étaient désespérés. Il est facile, après coup, de faire des analyses et d'introduire dans l'étude des faits des raisonnements logiques. La logique n'a rien à voir avec la passion et le désespoir.

On peut penser à Camus et à Lauriol : « Jamais la France n'a pu faire appliquer la loi en Algérie. » Pourquoi donc y ferait-elle appliquer les accords d'Évian? Le désespoir dominait tout. Et ils étaient d'une bonne foi tragique tous ceux à qui on avait peu à peu fait croire que si chaque Français tuait dix musulmans le problème serait résolu.

C'est comme cela que Kader était mort.

La réaction de la population était d'ailleurs d'une simplicité limpide : l'Algérie est à nous; Alger, c'est nous; nous défendons notre bien contre ceux qui veulent nous le prendre; il n'y a pas d'accords qui tiennent.

Ce sera l'Algérie française ou rien.

Pour tous les irréductibles qui voyaient leur salut dans l'O.A.S., il devint vite évident que ce serait « rien ».

Pourtant, nous étions nombreux à garder l'espoir de les faire rester dans un statut nouveau, de leur laisser leurs tombes, leurs maisons, leurs vignes et leurs champs, leur soleil et leur joie de vivre, et nous espérions encore que les accords finalement conclus, avec deux terribles mois de retard, entre l'O.A.S. et le F.L.N. se feraient tout seuls et plus vite par une adhésion immédiate.

L'O.A.S. en a décidé autrement et cette adhésion a attendu deux mois, qui ont tout changé.

Ceux qui se sont le plus illustrés dans les attentats contre les personnes sont les commandos « Delta » (au nombre d'une vingtaine dans Alger) qui fonctionnaient sous la responsabilité de Degueldre.

Au début, les attentats étaient orientés mais, surtout après la signature des accords et le démantèlement de l'O.A.S. par l'arrestation de ses chefs, le semblant d'organisation disparut dans le bouillonnement démentiel des mois d'avril et de mai. On tuait pour tuer. Les motivations n'étaient pas nettement définies : c'était la guerre et il fallait la « gagner » par tous les moyens.

Avec le temps, le terrorisme devenait ainsi de plus en plus violent et l'augmentation continue des attentats O.A.S., au moment où le F.L.N. avait arrêté les siens, restait dans l'attristante logique de l'insurrection.

L'attentat du 2 mai, au port, fut un des plus spectaculaires. L'activité du port avait presque cessé en avril. Sur l'insistance ▶



◀ Une dernière affiche de l'O.A.S., appelant à la mobilisation. Mais il n'y a plus personne à mobiliser. Rien n'arrêtera désormais l'exode des Européens...

le rythme des attentats transformait les morgues d'Alger en charniers débordants



A.F.P.

Les immeubles administratifs, les écoles, les bureaux de poste, sont plastiqués. Dans le port d'Alger, le 2 mai au petit matin, un camion piégé a explosé. Venu sur les lieux peu de temps après, le préfet de police rapporte : « A 8 h 30, la place était nette, les corps disloqués et les membres épars avaient été enlevés, les lieux lavés et balayés, et la carcasse calcinée du camion piégé témoignait seule qu'il s'était passé quelque chose. »



Marc Riboud/Magnum

aussi bien des syndicats algériens que des Français désorientés qui voyaient dans le port la preuve qu'Alger existait encore, l'ouverture fut décidée pour le 2 mai.

Et le 2 mai au matin, une foule de braves gens désireux de travailler, venus souvent avec femmes et enfants dans l'idée naïve que l'O.A.S. n'oserait pas tenter un coup de force contre des familles entières sans défense, se trouvait devant les grilles du port et l'embauche commença.

Il y avait là un énorme camion, d'aspect inoffensif, autour duquel s'agglutinaient plus de 600 personnes de tout âge et de tout sexe, venues des quartiers musulmans.

Ce fut un des attentats les plus spectaculaires de la guerre quand, à 6 h 30, le camion explosa. On compta 60 à 70 tués et près de 150 blessés! Femmes, hommes, enfants, pêle-mêle, grappe hurlante dans un bain de sang...

Avec le temps, alors que le F.L.N. ne faisait que des attentats de plus en plus rares et ponctuels, le terrorisme O.A.S., surtout depuis le 2 mai, devenait de plus en plus violent et anarchique. On vit alors fleurir le terrorisme systématique.

Par un raffinement technique qui marquait le degré de déchéance qu'atteignait cette pseudo-guerre, les attentats par branche d'activité prirent naissance à ce moment-là.

Personne ne saura jamais avec précision si la prétendue hiérarchie O.A.S. avait réellement ordonné ces massacres ou s'ils étaient le fait d'irréductibles isolés et incontrôlables.

Quoi qu'il en soit, il y eut les journées des facteurs, tués pendant qu'ils distribuaient les lettres, celles des pharmaciens, assassinés dans leur officine, et même celles des femmes voilées qui se poursuivirent assez longtemps, au hasard, dans les rues.

Le but affirmé par tracts et par émissions clandestines était toujours le même : provoquer l'arrêt total de toute activité. C'était, bien sûr, un but impossible à atteindre dans une ville de près d'un million et demi d'habitants, ne serait-ce que parce que l'O.A.S., qui vivait désormais dans un état second totalement coupé du réel, provoquait doucement dans la population la prise de conscience que tout cela était parfaitement fou et ne pouvait durer.

Car l'enfer ne s'organise pas si facilement chez les hommes. Or c'était réellement l'enfer, où nul ne savait s'il serait vivant le lendemain, où chaque famille vivait dans la discorde et dans l'incertitude, et où l'exode n'avait permis qu'aux plus nantis de se replier ou de replier les leurs.

Des mois horribles

Ceux qui restaient, c'étaient soit les irréductibles, soit les plus malheureux qui n'avaient jamais vu la France et ne restaient là que parce qu'ils ne savaient où aller. Ils ont fui dès qu'ils ont pu... au moment où la France s'est rendu compte qu'il fallait les rapatrier et où l'O.A.S. leur disait de rester. L'enfer des contradictions.

Avril et mai furent, quoi qu'il en soit, des mois horribles, car le terrorisme devenait complètement aveugle.

Meurtre des malades dans les cliniques, assassinats au hasard, dans les rues ou dans les maisons, obligation — sous peine implicite de mort — de licencier les derniers musulmans qui gagnaient encore leur vie, rythme des attentats qui transformaient les morgues en charniers putrides et débordants.

Il y a eu à plusieurs reprises, en mai 1962 plus de 250 cadavres, entassés et en attente à la morgue de l'hôpital de Mustapha. Le rythme des enterrements posa pour les catholiques — et il y en avait beaucoup — un problème de liturgie. Il fut résolu en accord avec l'archevêché, qui autorisa, provisoirement et systématiquement, les cérémonies collectives.

La mise en condition de garçons de plus en plus jeunes, dont certains avaient, avant vingt ans, dix à vingt « exécutions » à leur actif, n'était pas la chose la moins douloureuse de cette triste époque. On peut d'ailleurs avoir une idée de l'évolution du terrorisme tout au long de la guerre, puisque aussi bien les responsables ont toujours tenu cette macabre comptabilité.

Dans la zone d'Alger-Sahel, la courbe des attentats F.L.N., qui était arrivée à un certain sommet en janvier 1957 avec un peu moins de 100 attentats dans le mois, resta à un niveau très bas jusqu'au putsch de 1961, remonta assez vite à l'automne pour plafonner, en février 1962, à 300 environ et tomber à près de zéro après les accords du 18 mars.

La courbe des attentats O.A.S. commença de monter fin 1961 pour rejoindre celle du F.L.N. vers la mi-janvier et la dépasser de manière spectaculaire par la suite *(cf. courbes page 3144)*.

Quand on fait, dans la zone Alger-Sahel, le décompte des attentats sur les personnes, on s'aperçoit que *l'O.A.S. a fait trois fois plus de victimes dans les six derniers mois que n'en a fait le F.L.N. entre le début de 1956 et fin mai 1962.*

Ces approximations, plus désolantes qu'incertaines, permettent d'imaginer le climat dans lequel vivait la population, qui essayait, mais en vain, de se calfeutrer dans le silence de la mort. Pourtant la vie continuait, incertaine et tenace. Les établissements publics ouvraient plus ou moins, et quand la terre brûlée devint une doctrine, on aurait pu croire qu'en même temps Alger avait le sursaut de vigueur des moribonds.



cela après 1939, la France et l'U.R.S.S. après 1945. Et en Algérie, de toute façon, la France paiera. L'Algérie indépendante coûtera bien plus cher au naïf contribuable que l'Algérie française.

Pour les Français d'Algérie, le sacrifice est lourd, la lutte chaque jour plus difficile. Mais la résistance est en marche et rien ne l'arrêtera.

La terre brûlée est largement définie et motivée dans ce texte extraordinaire qui nie implicitement toute valeur aux engagements d'Évian mais masque malgré tout le tournant de la démence.

La « nuit bleue »

Les destructions par plastiquage affectaient surtout, avant les accords, les bâtiments privés, et la terre brûlée est liée à la signature de ces accords.

C'est en effet dans la nuit du 4 au 5 mars, lorsque Paris et Tunis eurent publié un communiqué prévoyant l'ouverture, à Évian, de la négociation qui devait aboutir, que 120 à 130 charges de plastique explosèrent à Alger entre 4 h 30 et 7 heures.

Ce fut la « nuit bleue » qui marquait le point de départ des destructions systématiques.

Les tirs de mortier et les plastiquages s'amplifièrent dès la fin de mars, non seulement à la Délégation générale, mais partout où il y avait quelque chose d'officiel.

Les écoles, la bibliothèque universitaire, les préfectures, les bâtiments administratifs, les hôpitaux, les cliniques, les bureaux de poste, les commissariats, la caserne d'Orléans même..., rien ne fut épargné. C'est ce qui expliquait combien la vie devenait de plus en plus difficile pour tous ceux qui n'acceptaient pas le soutien actif à l'O.A.S.

Le silence de la mort était pourtant et surtout de plus en plus sensible dans les quartiers européens où les forces de l'ordre patrouillaient sans relâche, alors que la vie reprenait lentement dans les quartiers musulmans quand furent mis en place tous les dispositifs d'aide qui permettaient plus ou moins à la population de subsister.

Les destructions innombrables, consta-

Si l'O.A.S. n'affirmait pas ouvertement, comme un principe d'action, l'extermination des musulmans, auxquels elle prodiguait ses appels au plus fort des massacres, elle a parfaitement motivé ses destructions matérielles.

Un tract abondamment diffusé en avril, on ne sait trop par qui, est assez explicite sur ce point :

Certains s'interrogent sur le sens des destructions actuellement opérées dans les grandes villes d'Algérie par les commandos spéciaux de l'O.A.S. et se demandent quel est le but de cette action apparemment négative. « A quoi bon détruire, dit-on, si l'on entend rester ? »

Mais, à la réflexion, ceux-là s'apercevront bien qu'il n'y a nulle contradiction entre la volonté de rester et une politique de destruction.

Les Français entendaient bien rester à Verdun, les Britanniques à Singapour, les Soviets à Stalingrad..., et ils y sont toujours. Lors des invasions napoléoniennes, cosaques, Russes et guérilleros espagnols entendaient bien rester dans leur pays, même en y appliquant la politique dite de « la terre brûlée »; de même, les F.F.I. et F.T.P. sous l'occupation hitlérienne. Cela ne les empêcha nullement de pratiquer des destructions systématiques et payantes.

Un principe élémentaire de guerre est de ne rien laisser tomber d'utile aux mains de l'ennemi. Céder à l'enneni un terrain exploitable, c'est déjà trahir par complicité.

Or, en Algérie, nous sommes en guerre. Après la capitulation d'Évian, a commencé la deuxième guerre d'Algérie, une guerre révolutionnaire de style nouveau: la guerre contre la collusion et la collaboration du fascisme gaulliste et du fascisme F.L.N. L'ennemi s'appelle de Gaulle, Farès, le nouveau Bao-Daï, Ben Khedda. Il serait donc criminel de laisser quoi que ce fût de l'appareil de l'État et de l'équipement public du pays qui pût être utilisable par l'ennemi. La destruction est un outil positif qui vise à paralyser progressivement toute la machine économique, financière, administrative, politique et sociale de l'ennemi.

Reconstruire n'est rien, une fois réglé le problème politique: l'Espagne n'a fait que

J.-C. Sauer/Paris-Match



Les familles sont venues identifier les corps — corps qui ne sont parfois qu'une bouillie sanglante. Depuis l'arrestation de Salan, l'horreur a atteint en Algérie des sommets vertigineux et il devient de jour en jour plus difficile aux responsables F.L.N. de contenir la colère de la population musulmane et de l'empêcher de déferler dans les

J.-C. Sauer/Paris-Match





Huot

◀ **L'O.A.S. agonise. Mais à Oran, pourtant, une émission pirate proclame : « Nous poursuivons notre combat : il peut être désormais sans but, il n'est pas sans motif. »**

dans un feu d'artifice inutile et dérisoire

tées à l'époque, ne pouvaient pourtant pas mettre grand-chose en cause ni faire pencher la balance d'un côté ou de l'autre. On ne détruit pas une ville comme Alger avec quelques tonnes d'explosifs; c'est d'ailleurs ce qui donne à penser que le mythe de la terre brûlée ne pouvait pas être le fait de professionnels de la guerre.

Il faut signaler cependant que ces destructions, auxquelles les responsables n'attachaient pas une importance capitale, prenaient une ampleur décisive en France et à l'étranger. L'opinion métropolitaine ou mondiale, si elle restait relativement indifférente au lot quotidien de personnes de toute race et de toute condition assassinées sans raison — c'est la guerre, disait-on —, réagissait beaucoup plus vivement quand il s'agissait des symboles de la culture et de la civilisation.

Ce phénomène s'explique assez bien du fait que les personnes ne résidant pas en Algérie imaginaient fort mal la juxtaposition grotesque et tragique de la vie normale et de l'insurrection dans un même lieu.

Les plastiquages à la caserne d'Orléans et dans les deux préfectures, par exemple, avaient, certes, une valeur politique de propagande, mais aucune conséquence profonde sur le fonctionnement des services intéressés.

Il faut rappeler que les tâches quotidiennes des responsables étaient surtout de veiller à la sécurité des pouvoirs publics, d'assurer l'ordre, de protéger les moyens civils qui conditionnent la vie des populations, de prendre les mesures de prévention et de secours que requérait leur sauvegarde et d'entretenir le mieux possible le moral de ceux, les plus nombreux à la fin, qui avaient gardé leur bon sens et leur sérénité.

Ces tâches ont tant bien que mal été assurées, puisque la vie était tellement possible en Algérie, en juin 1962, que l'O.A.S., après en avoir chassé les pieds-noirs, a prétendu les y faire revenir en concluant, avec le F.L.N. les accords du 17 juin. Seulement, le grand espoir de concorde et de coopération avait été brisé dès le départ et, en juin, il n'en restait que les morceaux... symbolisés par l'attentat de clôture contre l'hôtel de ville, feu d'artifice inutile et dérisoire dans lequel 17 soldats français ont trouvé la mort.

Le patron était toujours là

Les jours s'écoulaient, aussi denses que des années par les changements qu'ils provoquaient partout.

L'exode a plané sur toute cette période comme un orage dévastateur et a fait plus de mal à l'économie de l'Algérie que les attentats n'en ont fait aux personnes et aux biens.

Mais, fin juin, il restait encore à Alger des Français désireux de tenir quand même.

Quatre ou cinq jours avant l'indépendance, nous avons rencontré Moussah, accompagné de Yasmina. Ils étaient descendus de la Casbah pour visiter le centre de la ville où ils n'étaient pas venus depuis trois mois.

Justement notre projet était d'aller à un restaurant qui était, à peine quinze jours plus tôt, un lieu de rencontre de l'O.A.S. et où Moussah et sa femme avaient été employés jusqu'au mois de mars. Ils n'osaient trop s'approcher, devenus complètement étrangers au milieu de l'agitation nouvelle et incompréhensible.

S'ils avaient abandonné le travail, me dit Moussah, c'était surtout à cause du danger qu'il y avait à y aller ou à en revenir. Autrement, le patron et les clients avaient toujours été gentils. D'ailleurs, tout le monde était toujours gentil, il suffisait de se connaître.

Moussah marchait à côté de moi, comme s'il se mettait sous notre protection, et il parlait, il parlait... Visiblement, il revivait depuis plusieurs semaines le passé récent et ne voyait son avenir qu'au restaurant. « Ils ont dit à la radio que c'était comme avant... »

Le patron était toujours là, sur le pas de sa porte, l'air un peu étonné de faire lui aussi « comme avant » à cette heure incertaine où la nuit, brusquement tombée, n'en finit pas de s'étirer sous les étoiles.

Ils se sont regardés avec un éclair de joie vite réprimé.

Puis le patron nous a fait entrer dans sa propre salle à manger pour « causer » un peu.

Et nous nous sommes installés comme chez nous pendant que Moussah et sa femme reprenaient leur travail. **H**

Vitalis CROS

Claude Bonnat

Pour eux, tout est fini. Malgré les appels de Salan, qui, du fond de sa prison, leur demande de rester, ils fuient, laissant à jamais en terre algérienne leur cœur déchiré. ▶

HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : *Maurice Dumoncel*
Directeur des périodiques : *Georges Mazoyer*

Directeur : *Yves Courrière*	Dessinateur : *John Batchelor*
Conseiller auprès de la Direction : *Général Beaufre*	Fabrication : *Roger Brimeur*
Rédacteur en chef : *Jean Fontugne*	Secrétaire de rédaction : *Brigitte Le Pelley Fonteny*
Adjoints : *Jacques Kohlmann* *Liliane Crété*	Adjoint : *Charles Meyer*
Chef service photo : *François Wittmann*	Directeur de la promotion : *Jacques Jourquin*
Directeur des publications Historia : *Christian Melchior-Bonnet*	Assistantes : *Chantal de Pinsun* *Françoise Rose*
Administration : *Christian Clerc*	Relations publiques : *Claude Bénédick*
Maquettiste : *Edmond Freson*	Abonnements : *Jean-Loup Pellé*
	Services des Ventes : *Georges Darmon*

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
170 bis, bd du Montparnasse, 75680 PARIS Cedex 14.
Tél. 325-11-82. Télex 21311. Publio Réf. 581.
Prix de vente au numéro : France, 3,50 F. – Belgique, 35 FB. Suisse, 3,50 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE : 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14e. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.

BELGIQUE : S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin, B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29.
CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.
5° 16 numéros : 341 (97) à 371 (112).
45 FF - 450 FB - 45 FS - Autres pays : 45 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070-BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements peuvent être pris à partir du n° 194 (nouvelle série Historia Magazine-Guerre d'Algérie) ou du numéro en cours.
2° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
3° La publication est hebdomadaire. 112 numéros seront consacrés à la Guerre d'Algérie.
4° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
5° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
6° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

CHRONOLOGIE
Mai 1962

FRANCE

5 : arrestation d'André Canal, chef O.A.S. de la « mission III ».
10-11 : entretiens de Gaulle - Hassan II à Champs.
10-25 : revendications, manifestations et grèves dans le secteur public.
15 : conférence de presse du général de Gaulle.
15-23 : procès du général Salan.
17-20 : voyage du général de Gaulle dans le Centre.
23-28 : visite à Paris de Moktar Ould-Daddah, président de la république de Mauritanie.
27 : suppression du haut tribunal militaire.
30 : institution d'une Cour militaire de justice.

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

1er : explosion atomique souterraine au Hoggar.
2 : explosion d'une voiture piégée sur le port d'Alger.
3 : attentat au plastic contre la préfecture d'Oran.
4 : signature à Jérusalem d'un accord entre Israël et la Côte-d'Ivoire.
8 : redoublement des attentats O.A.S. en Algérie.
11-12 : arrestation, à Alger, de vingt membres des réseaux O.A.S.
11 : Christian Fouchet, haut-commissaire de France, annonce une série de mesures contre l'O.A.S. et pour le rétablissement de l'ordre.
18 : le bachagha Boualem quitte l'Algérie pour s'installer en Provence.
18-29 : rencontres Farès-Susini.
24-30 : redoublement des attentats et destructions par l'O.A.S.
25 : création à La Mecque d'une Ligue islamique mondiale.
27 : rencontre Susini-Chevallier.
31 : trêve des attentats en Algérie.
31 : exécution d'Adolf Eichmann.

AMÉRIQUE

2-4 : débats au Conseil de sécurité sur la question du Cachemire.
4-10 : tentative d'insurrection au Venezuela.
24' : l'astronaute américain Carpentier accomplit trois révolutions autour de la Terre.
27 : explosion nucléaire américaine dans le Pacifique.

ASIE

12 : le gouvernement de Vientiane proclame l'état de siège au Laos.
16 : débarquement de fusiliers marins américains en Thaïlande.

EUROPE

4-6 : conférence de l'O.T.A.N. à Athènes.
7 : Antonio Segni est élu président de la République italienne.
10-14 : rencontre Joxe-Dahlab en Suisse.
11-12 : conférence des ministres des Six à Bruxelles.
17 : reprise des contacts américano-soviétiques à Berlin.
23-27 : incidents des deux côtés du « mur de Berlin ».

NOTRE PROCHAIN NUMÉRO



LE RÉFÉRENDUM DE L'INDÉPENDANCE

Sommaire

- **Dernière année de combats**

L'armée française, en juin 1961, a retrouvé son unité en Algérie. Mais alors que, perdus dans le djebel, la plupart des soldats du contingent ignorent que la paix est devenue un problème politique, le commandement prépare de nouvelles missions...

- **Accords O.A.S.-F.L.N.**

Terrorisme et contre-terrorisme provoquent la panique aussi bien chez les musulmans que chez les Européens en Algérie. Et puis, brutalement, le 17 juin 1962, les uns et les autres apprennent que les représentants du G.P.R.A. et de l'O.A.S. ont décidé de suspendre les combats et d'arrêter les destructions...

- **Vers la paix**

En dépit des attentats, les autorités françaises ont multiplié, dès le 19 mars, à l'annonce officielle du cessez-le-feu, les contacts avec les représentants du G.P.R.A. L'annonce par l'O.A.S. de la fin des combats, à quelques jours du référendum, active les opérations de transfert de souveraineté.

- **Du cessez-le-feu à l'indépendance**

Pour le haut-commissaire, il s'agit d'appliquer le cessez-le-feu, d'aider l'Algérie à retrouver des conditions d'existence plus normales. Comment ces deux objectifs furent-ils atteints par les autorités françaises ?

- **Le référendum du 1er juillet**

La France avait voté le 8 avril. Le 1er juillet, c'est au tour de l'Algérie de se prononcer et d'arrêter le drame qui a duré sept longues années. Mais déjà éclate une crise grave au sein du F.L.N.

La Dépêche d'Algérie

1, place Lyautey — ALGER · Téléphone : 64-72-68 - 64-72-69 · 63-98-64 - 63-82-25 - 63-85-29 | SAINTS ANGELS | JEUDI 24 MAI 1962 | 17e ANNEE Nouvelle série N° 346 | 0.25 NF : 25 fr METROPOLE : 0.35 N.F.

UN DÉBAT SUR L'ALGÉRIE S'OUVRIRAIT LE 30 MAI A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

LA CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS EN A ADMIS LE PRINCIPE EN RAISON DE LA SITUATION QUI ÉVOLUE DANS UN SENS CRITIQUE

LES MINISTRES INDÉPENDANTS DÉCIDENT AUJOURD'HUI DE LEUR RETRAIT OU DE LEUR MAINTIEN AU GOUVERNEMENT

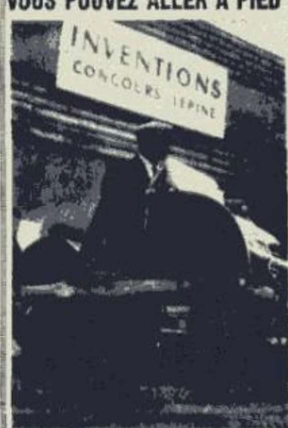
LE DEBAT SUR LE 4e PLAN SE POURSUIT SANS PASSION

(INFORMATION PAGE 3)

M. OULD DADA PRESIDENT DE LA MAURITANIE HOTE DEPUIS HIER DE PARIS

(Information page 3)

AVEC «L'OTO-PÉDALE» VOUS POUVEZ ALLER A PIED



C'est dans le cadre de la Foire de Paris que se tient, cette année, le Salon des inventions, plus communément appelé « Concours Lépine ». Parmi les appareils exposés à ce concours, celui-ci, « l'Oto-Pédal » n'est pas le moins original. On peut en pédalant aider le petit moteur qui fait avancer ce véhicule à la vitesse de 20 km. à l'heure et l'on peut même aller à pied en soulevant « l'Oto-Pédal » jusqu'à sa taille. (Photo A.G.I.P.).

DÉSARMEMENT : UN COMPROMIS ACCEPTÉ PAR MM. ZORINE ET DEAN

Les problèmes de la non-dissémination des armes nucléaires et du danger d'une guerre déclenchée par erreur seront étudiés simultanément

(INFORMATION PAGE 3)

LIBERTÉ DE SORTIE D'ALGÉRIE

pour les femmes les enfants de moins de 19 ans et les hommes de plus de 65 ans

(Information page 8)

RAOUL SALAN : DÉTENTION PERPÉTUELLE

LE HAUT TRIBUNAL MILITAIRE ACCORDE A L'ACCUSÉ LES CIRCONSTANCES ATTÉNUANTES

malgré l'implacable réquisitoire de l'avocat général GAVALDA

Bouleversantes plaidoiries de Maîtres Menuet Goutermanoff et J.-Louis Tixier-Vignancour

LIRE EN PAGE 8 : LES IMPRESSIONS D'AUDIENCE de notre envoyé spécial RENÉ BOUCHET

QUATRE JEUNES ÉCOSSAISES SUR LES TRÉTEAUX



Comme tous les ans, les Ecossais de Londres se sont réunis à Clapham Common, près de Londres, pour leur grand festival au bénéfice des institutions écossaises de la capitale et tous les jeux, danses, démonstrations de force, chers aux Ecossais, ont été à l'honneur au cours de cette fête. C'est ainsi que sur les tréteaux, quatre jeunes danseuses écossaises se distinguèrent particulièrement par leur entrain et leur ensemble. (Photo A.G.I.P.).

LA « BOHÊME » DANS UNE VITRINE DU FAUBOURG SAINT-HONORÉ



Comme tous les ans, et selon la tradition, le Festival de vitrines organisé par le Groupement artistique du Faubourg Saint-Honoré, attirera de nombreux Parisiens qui admireront les charmantes décorations de vitrines sur le thème « La Vie Parisienne », du 28 mai au 2 juin. C'est ainsi que dans la vitrine de ce marchand de chaussures on pourra admirer « La Bohème » frais et charmant. (Photo A.G.I.P.).

SE DIRIGEANT SUR KANSAS-CITY

UN «BOEING 707» U. S. S'ÉCRASE DANS LE MISSOURI

QUARANTE-DEUX PERSONNES ONT PÉRI

Trois rescapés ont été éjectés de l'appareil et jetés dans de la boue

L'AVION AVAIT TRAVERSE UNE ZONE ORAGEUSE ET LUTTE CONTRE DES VENTS SOUFFLANT A PRES DE 120 KM-H

LES SAUVETEURS TENTENT DE DEGAGER LES CORPS DES PASSAGERS QUI SE TROUVENT BLOQUES DANS LE FUSELAGE

C'EST LE PREMIER ACCIDENT DE LA COMPAGNIE EN 28 ANS DE SERVICE SUR LES LIGNES AMERICAINES

(INFORMATION PAGE 3)

LES BRETONS DE PARIS ONT FÊTÉ LA SAINT-YVES



A l'occasion de la Saint-Yves, les Bretons de toute la région parisienne se sont donnés rendez-vous aux arènes de Lutèce où après une messe célébrée le matin par Mgr Lefeuvre, aumônier national de la Marine marchande, une fête folklorique réunissant près de dix mille personnes s'est déroulée dans les chants et les costumes régionaux. Une vue des danses bretonnes. (Photo Keystone).

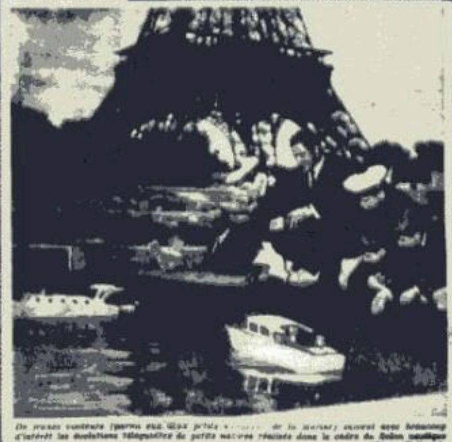
LA PLUS FORTE « explosion pacifique » TENTÉE SOUS PEU EN U.R.S.S.

MOSCOU (F.P.). — La plus forte explosion pacifique du monde sera lancée prochainement dans l'Ouzbekistan, où il s'agira de mettre au jour un gisement de métaux non ferreux, annonce l'agence Tass.

Les ingénieurs soviétiques se proposent, en effet, d'employer 20.000 tonnes d'explosifs réparties en 23 charges, dont la plus importante (9.300 tonnes) sera placée à une profondeur de 100 mètres.

Selon les calculs établis, cette explosion permettra de déplacer 7 millions de mètres cubes de roches, et la mise en exploitation du gisement, situé dans la région de Sary-Tchikan, pourra être avancée d'environ un an.

DES CANOTS TÉLÉGUIDÉS AU SALON NAUTIQUE DE PARIS



De jeunes visiteurs (parmi eux deux petits ... de la marine) suivent avec beaucoup d'intérêt les évolutions téléguidées de petits navires réalisés dans le cadre du Salon nautique de Paris. (Photo Dalmas).

SCOTT CARPENTER LANCÉ CE MATIN DANS L'ESPACE

TOUTES LES PHASES DES PREPARATIFS MINUTIEUSEMENT PASSEES HIER EN REVUE

(Information page 3)

DEUX ESCROCS SE FAISAIENT PASSER POUR DES POLICIERS AUPRÈS DE DOCTEURS

Ils exigeaient de l'argent de leurs victimes pour empêcher la découverte de « scandales »

ILS SONT ARRETES APRES UN PIEGE TENDU PAR LA POLICE JUDICIAIRE

(INFORMATION PAGE 3)

Pour le général de Gaulle, la guerre d'Algérie est terminée et le référendum du 1er juillet doit consacrer l'indépendance de l'Algérie. Et cependant le Haut Tribunal militaire mis en place par ses ordres rendra indirectement un hommage au général Salan : il accordera, contre toute attente, des circonstances atténuantes au chef de l'O.A.S.

HISTORIA
magazine
Supplément au numéro 365

LA GUERRE D'ALGÉRIE

Nos lecteurs écrivent...



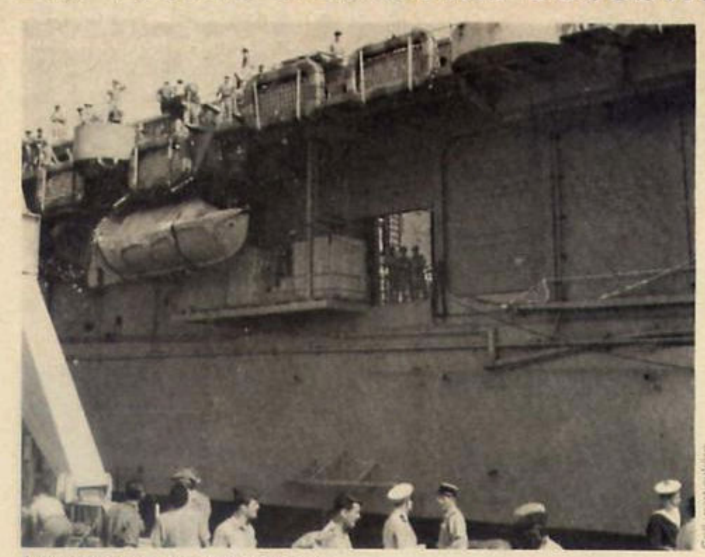
Mars 1962. L'armée ne peut abandonner ceux qui lui ont fait confiance. Le long calvaire des harkis et de leurs famillescommence.

Je lis le n° 89, page 2576. Une fois de plus, on attribue aux officiers, anciens prisonniers du Viet-Minh, le monopole de la pensée concernant la psychologie, article venant après plusieurs autres rapportant les « bienfaits » — si l'on peut dire — du passage au camp n° 1...

C'est au moins un aveu que, durant la guerre d'Indochine, ces mêmes officiers n'avaient rien compris et que leur comportement avait été à l'encontre de ce qu'il aurait dû être (courage excepté).

Essayez donc, en France, dans n'importe quelle région, de sac-

La vérité des deux côtés...



Coll. particulière

La marine nationale apportera généreusement, comme en Indochine, son aide à ces nouveaux réfugiés qui grâce à...

cager un champ de blé au lieu de le contourner, ou de pourchasser la volaille dans une basse-cour, et vous verrez la réaction des paysans. Pourquoi n'en serait-il pas de même au Vietnam ou en Algérie? Comment pouvait-on espérer la collaboration de la population en la menaçant?... C'est ce qui n'a pas été compris en Indochine, sauf quand la guerre a été finie – et perdue. C'est ce qu'on a fini par entrevoir en Algérie.

D'ailleurs, le problème n'est pas si simple, et ce ne sont pas les bonbons distribués généreusement qui nous ont rallié les gosses, ni l'A.M.G., les femmes; il faut aussi compter sur la « mentalité » et l'enjeu de la lutte.

Mais que l'on se glorifie d'en avoir fait la découverte au bout de quelques années au point de le recommander et de l'enseigner – ce qui ne veut pas dire que l'application en ait été parfaite – relève de la pure aberration, alors qu'il s'agit, à la base, de bon sens, de savoir-vivre et de propreté morale.

On n'attrape pas les mouches avec du vinaigre, dit le proverbe. Sur cette terre d'Afrique, on a méconnu la parole de Lyautey l'Africain : « On ne fait rien de grand sans une parcelle d'amour. » Cela était valable pour la guerre, comme il aurait dû être valable pour... l'avant-guerre.

M. M. P..., 17000 La Rochelle



...Je suis outré de la publication que vous donnez à deux lettres dans le supplément n° 319 de *la Guerre d'Algérie*, c'est-à-dire les lettres de M. E. I..., de Monaco, et de M. P..., 17-La Rochelle.

Ces propos antimilitaristes et mensongers ne sont d'aucune utilité pour l'Histoire.

On a bien tort de laisser une liberté totale à la presse qui

LE PROCÈS CHALLE-ZELLER

Le 29 mai 1961, un mois à peine après le putsch, s'ouvre le procès Challe-Zeller.

Après la lecture du décret déférant Challe et Zeller, c'est le moment attendu : la déclaration du général Challe.

Il rappelle tout d'abord ce que furent les événements depuis le mois de mai 1958 mais ne commence son récit qu'à partir du 16 mai, insistant sur l'importance de cette date qui a déterminé par la suite beaucoup de choses en raison de la participation massive, inattendue, des musulmans. Puis il évoque le référendum, son arrivée en Algérie, son travail avec Paul Delouvrier, l'opération « Jumelles ». Il parle de l'autodétermination, de la réaction des Européens, de l'armée et des musulmans qui « ne comprennent pas très bien le choix, car ils ont déjà choisi un homme, un pays, un destin », et pensent alors que la France ne les accepte plus tout à fait comme avant.

Le général Challe raconte ensuite l'épisode des barricades, son rappel en France : « J'ai été extrêmement touché par cette relève parce que j'étais très attaché à ce que je faisais. »

Il fait ensuite allusion aux pourparlers avec la wilaya 4 et relate la visite des chefs de cette wilaya à l'Élysée. « Pratiquement, c'était la « paix des braves » qu'avait demandée le chef de l'État. »

A ce moment, l'attention, dans la salle, est extrême. Le général hausse le ton. Chaque phrase porte. A une question posée par le procureur général Besson sur la responsabilité de l'échec des pourparlers, Challe répond : « Je pense qu'il y a eu probablement une erreur de tactique du gouvernement à ce moment-là. »

Puis Challe évoque son court passage au Centre-Europe de l'O.T.A.N., à Fontainebleau, où il est harcelé de lettres, de visites d'anciens subordonnés. « Je les rassure comme je peux, mais en moi-même, j'ai peur de la suite. »

La suite, c'est l'Algérie algérienne, sa démission de l'O.T.A.N. Enfin, il en vient au putsch et à son échec : « Nous pouvions tenir, dit-il, mais avec la violence, et nous n'en voulions pas. »

Bouleversé, bouleversant, Challe parle alors du drame de l'armée : « On nous dira que

publie n'importe quoi, en se retranchant derrière sa fameuse « objectivité »... toute relative, du reste.

Cela rejoint à mon avis la goujaterie de certains propos sur nos gouvernants et la pornographie de certaines éditions qui se veulent « éducatrices »... ou critiques...

M. J. H..., 28000 Chartres

[N.D.L.R. - *Il serait intéressant d'avoir une définition de l'objectivité par M. J. H...*]

★

...C'est avec émotion que j'ai retrouvé dans le supplément au n° 333 une vue du fort Saint-Louis.

En effet, ce poste fut dédié par le colonel de Sèze, commandant le 2e R.E.I., à la mémoire de mon frère, le capitaine Louis Six, commandant la 2e compagnie portée du 2e R.E.I.

Ce fort, situé sur un promontoire dominant la cuvette de Tachatouft, était à 5 km de la frontière et fut construit en deux mois par le 2e R.E.I. et je ne pense pas que la vie s'y soit déroulée monotone comme l'indique la légende de la photo...

M. C. S..., 94000 Créteil



Coll. particulière

... l'armée de terre, emportent les pauvres biens ramenés du bled jusqu'aux gares maritimes ou aux ports militaires.

★

Le général de Gaulle a fait cadeau de l'Algérie, j'en suis convaincu, il a abusé non seulement les pieds-noirs, mais surtout l'armée, qui lui faisait confiance.

Mais c'est aussi le manque d'information à l'époque de l'affaire algérienne, l'indifférence et l'égoïsme des Français qui n'étaient pas directement concernés qui contribuèrent à l'abandon de l'Algérie.

Un de vos correspondants parle aussi du progrès qui profitait à tous, cela aussi est vrai dans la mesure où les Arabes voulaient bien se plier à certaines disciplines ; mais avec ▶

nous avons cassé l'unité de l'armée. L'unité de l'armée ne réside plus que dans la désespérance. » Et il conclura en disant que l'armée a dit « oui à l'obéissance, à la discipline, au devoir jusqu'à la mort, mais pas jusqu'au parjure... ».

A 15 h 40, la parole est donnée à Zeller. Le général semble extrêmement ému. C'est son défenseur, Me Toulouse, qui résumera sa pensée : « Il voulait dire simplement ceci : dans mon esprit, dans mon cœur, j'aurais voulu que l'Algérie restât française. »

A la reprise commence l'interrogatoire des accusés. Puis c'est au tour des témoins d'être entendus.

Tous les témoins ou presque diront que Challe n'avait aucune ambition politique et excluait toute action en métropole.

Parmi les témoins cités par la défense, c'est probablement le colonel de Boissieu, par son exposé clair et humain, qui fera, tant sur l'assistance que sur le tribunal, la plus forte impression.

Autre déposition émouvante, celle du lieutenant Jacques Favreau, du 1er R.E.P., qui vient s'exprimer au nom de tous les lieutenants désespérés, ceux pour qui le général Challe s'était engagé « lorsqu'il avait compris que ce désespoir allait déborder ».

Et l'on arrive au réquisitoire. Au grand soulagement de l'assistance, le procureur général Besson déclare qu'après « un long délibéré avec sa conscience », il en est arrivé à la conclusion qu'il lui était impossible de requérir la peine de mort.

La réclusion à perpétuité est donc demandée contre Challe.

Quant au général Zeller, la même peine est requise contre lui.

La parole est ensuite à la défense.

Les jeux sont faits. Le Haut Tribunal militaire se retire pour délibérer.

A 21 heures, il reprend sa place. On introduit les accusés. Pendant la lecture de la sentence, les officiers généraux qui font partie du Haut Tribunal font le salut militaire.

Challe et Zeller sont condamnés à 15 ans de détention criminelle. Ils sont, de plus, radiés de l'ordre de la Légion d'honneur.

L. C...


Coll. particulière

Les équipes d'embarquement restaient auprès des harkis, qui prenaient souvent la mer pour la première fois...

leur mentalité, leur manière de vivre, c'était parfois inutile et impossible.

Il a souvent été question de la discrimination entre les pieds-noirs et les Arabes. A mon avis, si un Arabe voulait bien travailler et était capable d'assumer une responsabilité, je ne pense pas qu'on faisait une différence entre un pied-noir et un Arabe.

Un exemple concernant le relogement : le village de la C.A.P.E.R., construit en dur avec eau, fontaine, soins médicaux gratuits.

Il n'y avait pas partout des regroupements insalubres, sans eau ; d'ailleurs, tous les pieds-noirs n'avaient pas une belle maison pour y vivre, il serait malhonnête de prétendre que tous les Européens exploitaient les Arabes.

M. L. H..., 68690 Moosch

★

Lecteur assidu de votre revue, j'attends depuis les premiers numéros, un reportage, sur l'« or noir », à savoir le pétrole d'Hassi-Messaoud, qui était amené par train, du désert, en passant par Batna, Constantine et Philippeville, à raison d'un train par jour.

La 1[re] batterie du 421[e] R.A.A., avait pour mission, en plus de

LE FORT DE LA REVÈRE

Au début de 1961, alors que j'étais jeune sous-officier à l'École de l'air de Salon-de-Provence, le général Gauthier, commandant l'école, me convoqua et me dit : « Sergent, je vais vous détacher au fort de la Revère qui se situe près de Nice. Vous qui êtes pied-noir, diplômé d'arabe dialectal et jeune (21 ans), vous aurez pour mission d'instruire une section de F.S.N.A. (Français de souche nord-africaine) tous musulmans d'Algérie. Vous vous y consacrerez à fond, je vous fais confiance. »

J'acceptai donc ma nouvelle mission avec plaisir et je pris la route de Nice. Arrivé à Nice, je pris la corniche jusqu'à Èze et là, je bifurquai vers la gauche, où il y avait un premier fort qui appartenait à l'armée de terre et où l'on formait aussi des F.S.N.A.

Je poursuivis ma route et arrivai au fort de la Revère, où je fus aussitôt présenté au commandant de la base aérienne de Nice (composée du fort de la Revère et du fort du mont Agel, qui abritent les installations radar les plus perfectionnées). L'entretien fut chaleureux et amical, le commandant m'apprit que le directeur du centre d'instruction était un jeune et sympathique lieutenant pilote pied-noir, qu'il avait comme adjoint un sergent-chef qui parlait parfaitement arabe. Il y avait encore deux sergents secrétaires, cinq sergents-chefs de cinq sections qui avaient la charge d'instruire chacun leur section aidés par un caporal-chef et un caporal (donc cinq caporaux-chefs et cinq caporaux). Chaque section était composée de 30 hommes, 3 sections arabophones et 2 sections francophones.

J'eus, la première fois, une section francophone et dès le lendemain matin, l'instruction commençait, nous avions toutes les disciplines au programme : organisation militaire, école de commandement, les armes classiques, les armes atomiques, l'équation d'Einstein ($E = mc^2$), la science nucléaire. Les cours de sécurité militaire, le secret militaire, étaient traités par le lieutenant chargé de la sécurité de la base. Le tir à la MAT-49, au F.M. 24/29, au MAS-49 se faisait au champ de tir de l'armée de l'air, sur une colline qui dominait Monaco. Le parcours du combattant, le close-combat, le football, la culture physique et le cross étaient dirigés par un sergent du service des sports secondé par un caporal-chef (tous deux détachés de la base aérienne d'Aix-en-Provence). Le combat sur le terrain était passionnant : il y avait des pins, des sapins, des rochers à profusion. Le terrain idéal pour un instructeur militaire. Les soldats se montraient d'ailleurs très souples, agiles et savaient



... avec leurs familles dont beaucoup ne parlaient pas français et allaient se trouver dans un autre monde...

la pacification, de protéger les 42 kilomètres de voie ferrée, allant de P.K. 38,6 à Batna. De décembre 1958 à juillet 1959, je suis resté, en majeure partie, à P.K. 38,6, en tant que maréchal des logis appelé. Je commandais ce poste, nous étions 7 soldats du contingent, 7 Français dont un F.S.N.A. Notre rôle consistait à assurer vingt-quatre heures sur vingt-quatre la garde de cette portion de voie ferrée, et nous devions tous les matins au lever du jour, compléter l'action des « draisineurs » du 421e R.A.A. en parcourant les 4 kilomètres de ballast qui séparaient P.K. 38,6 de P.K. 42 (le sous-officier, traverse après traverse, essayait de découvrir si des mines avaient été posées après le passage de la draisine, et avait comme protection, un soldat à sa droite et un autre à sa gauche).

M. J. M...,
33200 Bordeaux Cauderan



Lecteur d' « Historia Magazine » *la Guerre d'Algérie*, je viens par ces quelques lignes vous dire mon étonnement sur l'affectation que vous avez donnée au 18e R.C.P. ainsi qu'au lieutenant-colonel Georges Masselot dans votre article page 2438 intitulé : « Des rizières ▶

obéir au geste et à la voix. Et quand le commandant de base nous inspectait, il adressait toujours au chef de section, devant ses hommes, ses plus vives félicitations et ne dédaignait pas de serrer la main aux cadres et aux F.S.N.A. Puis il questionnait les soldats sur les cours traités. Ils avaient très souvent d'excellentes réponses. Puis il octroyait un quart d'heure de repos et s'intéressait au moral de chacun, demandant aux F.S.N.A. s'ils étaient mariés, s'ils avaient des enfants, combien, comment ils vivaient, etc. A la suite de l'entrevue, une assistante sociale dépêchée par l'état-major de l'armée de terre de Nice était détachée au bureau du lieutenant pilote commandant le centre d'instruction.

Les cours n'étaient pas toujours pratiques, une matinée par semaine était consacrée au français (orthographe et dissertation) et aux mathématiques (niveau B.E.P.C.). Au bout de trois semaines, il y avait un examen général dirigé par le commandant du centre d'instruction pour apprécier si les F.S.N.A. pouvaient obtenir une permission.

En 1961 et 1962, cinq classes de F.S.N.A. furent formées (cinq compagnies). Au bout des trois premières semaines, les soldats du centre d'instruction furent tenus d'assister au lever des couleurs qui avait lieu le samedi matin à 8 h 30.

Présida la cérémonie, le commandant de base assisté du commandant du centre d'instruction. Au bout d'un mois et demi de stage, le commandant de base assista à un méchoui, avec couscous, tagine, boulfef, brochettes de cœur et de foie de mouton enrobées de voile de graisse. Le thé à la menthe très chaud coula à flots et la fête devint un jour inoubliable de joie profonde et d'amitié réelle.

Après trois semaines d'instruction, les chefs de section organisèrent une « marche » sur les hauteurs de la Turbie afin de faire profiter les recrues du panorama exceptionnel qu'offre cette hauteur surplombant Monaco et la Méditerranée. La « marche » suivante eut pour itinéraire, par la route, Èze village, puis la corniche d'en bas par un chemin de traverse ; là nous arrivions sur une plage tranquille et agréable, nous nous reposions et, en été, le bain était obligatoire. A l'issue du trimestre, les F.S.N.A. qui le désiraient suivirent le peloton d'élèves caporaux. C'est ainsi qu'un garçon exceptionnel nommé Mamri réussit brillamment ce peloton et devint pour les C.I. suivants mon adjoint attitré.

Les soldats des quatre classes instruites au fort de la Revère furent tous mutés en France, mais il n'en a pas été de même pour la dernière compagnie ins- ▶

Opinions...

tonkinoises au djebel algérien ».

Personnellement étant affecté à la C.P. du 18e R.C.P. de 1959 à 1961, je n'ai aucune souvenance de notre maintien de l'ordre à Alger *(N.D.L.R. : C'était en mai 1958.)* et encore moins de notre affectation dans cette ville, car personnellement avec tous mes camarades nous n'avons connu que les opérations dans la région d'El-Milia, aux mines de fer (Kef Sidi-Marouf) sur la frontière tunisienne, à Lamy, et une fois de plus l'Aurès, cela jusqu'à la veille du putsch d'Alger, où nous nous trouvions à Menaa, tout au moins sur les pitons en compagnie d'autres régiments, dont le 2e R.E.P., en accrochage avec une katiba si mes souvenirs sont exacts.

D'autre part notre base arrière se trouvait à Batna, ce n'est pas tout à fait l'Algérois, je crois, et notre camp portait le nom du premier officier du régiment tué en A.F.N. « Lieutenant Marc Ruiter ». Je puis vous assurer que pour la période citée plus haut, les ratissages, embuscades de nuit ou O.P. sur renseignements n'avaient pas l'attrait d'une promenade boulevard Carnot ou rue d'Isly à Alger.

J'aimerais et souhaiterais qu'au lieu de vanter les mérites et la vie de certains rebelles, vous consacriez un peu de place à ces régiments dissous qui, malheureusement, ont cru en une France de Dunkerque à Tamanrasset et aux chefs qui les commandaient, et qui ont su, malgré les inconvénients, garder une sincérité profonde vis-à-vis des Français d'Algérie et des Français musulmans restés attachés à la France. Ainsi qu'aux Français tombés au champ d'honneur pour rien !

M. H. V..., 64100 Bayonne

★

... Les G.M.P.R. (groupes mobiles de police rurale) avaient été créés en 1955, en janvier de la même année, à la demande du ministère de l'Intérieur, pour assurer la sécurité dans les douars. En fait, en raison même

Le 19 mars au matin, plusieurs patrouilles de T-28 décollent du terrain de Batna pour larguer des tracts annonçant le cessez-le-feu. Le ciel est gris comme nos sentiments et il fait frais. L'objectif de notre dernière mission de guerre, c'est l'immense forêt des Beni-Melloul, au cœur de l'Aurès. Il y a plus de sept ans, la rébellion est partie de ce massif boisé qui est toujours resté une zone de refuge préférentielle pour les « fells ».

Arrivés sur les Beni-Melloul, nous piquons – à tout seigneur tout honneur – sur le P.C. présumé de la wilaya 1. C'est là que, sous une immense dalle rocheuse, Tahar Zbiri et son état-major se terrent dans des grottes, en attendant des jours meilleurs. Nous y larguons plusieurs paquets de tracts qui descendent lentement comme une nuée de feuilles mortes. Personne ne se manifestant, nous continuons la R.A.V. (reconnaissance à vue) sur la forêt des Beni-Melloul. Comme d'habitude, on n'y voit

LE FORT DE LA REVÈRE *(suite)*

truite (avril, mai, juin 1962). Les F.S.N.A. étaient de toutes les régions d'Algérie : Oran, Tlemcen, Sidi-Bel-Abbès, Marnia, Tiaret, Mascara, Alger, Boufarik, Batna, Biskra, Collo, Philippeville, Condé-Smendou, Bône, M'Chounèche, etc. Il y avait de nombreux harkis. Pendant que nous faisions l'instruction en métropole, la guerre faisait rage en Algérie et nous sentions que nos soldats étaient partagés entre la guerre et le désir de demeurer français.

Un terrible cas de conscience se posa à nous, chefs de section... tous originaires d'A.F.N. : le 5e (et dernier) C.I. ne ressemblait pas aux quatre autres. Les accords d'Évian étaient là. Demain, ce serait l'indépendance. Jamais je ne fus plus troublé et je pris sur moi de sonder mes élèves. Je demandai aux soldats ce qu'ils pensaient de l'indépendance de ces départements français d'Algérie.

Certains me dirent spontanément et avec assurance que *l'indépendance était la seule* issue valable pour la France ; d'autres me répondirent qu'ils étaient français ; d'autres, enfin, n'osèrent pas me donner leur opinion.

Que faire ?... Pendant ce temps-là, l'armée de l'air combattait en Algérie. Moralement nous n'étions plus en position de force devant ces soldats angoissés. Je sentais que l'adjudant-chef commandant le C.I. de F.S.N.A. n° 5, dont j'étais l'adjoint, était anxieux. Début juin, les soldats furent appelés à voter à bulletins secrets afin de savoir s'ils désiraient retourner en Algérie. Tous répondirent affirmativement. Quelques jours plus tard, nous nous embarquâmes à bord du *Sidi-Bel-Abbès*, qui accosta à Bône. Là, attristés, nous nous séparâmes en nous serrant très fort les mains.

M. J. G..., 31600 Eaunes



...Ils embarquent sans un regard sur cette terre ... *natale*

PÈLERINAGE EN T-28

pas âme qui vive et, aujourd'hui, la R.A.V. prend l'allure d'un pèlerinage. Nous survolons les quelques carcasses de T-6 écrasées entre les arbres et qui témoignent de l'âpreté des combats passés. Nous avons une attention toute particulière pour le T-28 du groupe, craché dans le fond d'un oued, le mois dernier, par suite d'une panne de moteur. Son pilote, blessé par les « fells » qui le serraient de près, a été sauvé *in extremis*, malgré des conditions atmosphériques très défavorables.

R.A.V. terminée et tracts largués sur quelques hameaux isolés, nous mettons le cap sur le nord. Au-dessus du djebel Zellat, nous croisons la patrouille du commandant de groupe qui se dirige aussi vers le sud-est. Décidément, il y aura beaucoup de monde sur les Beni-Melloul, ce matin.

Pour le retour, nous prenons le chemin des écoliers et nous passons au-dessus de ces hauts lieux de l'Histoire : l'ancien camp de la Kahena, la « Jeanne d'Arc » de l'Aurès, qui tint tête à l'invasion arabe, puis Timgad, Lambèse, ruines grandioses d'une autre colonisation qui dura cinq siècles. Notre passage sur cette terre d'Afrique laissera-t-il des traces aussi remarquables dans quinze siècles? Puis c'est Batna, où tombèrent les premiers morts de cette guerre.

Descendus de l'appareil, nous lançons cette boutade fort à l'honneur en cette morne matinée de mars : « Jusqu'au bout sur nos T-28 ! », paraphrase du titre du *best seller* d'un pilote de *Stuka*.

A 11 heures, le clairon de la base sonne le cessez-le-feu devant la baraque-opérations. La guerre en Algérie est terminée !

L'événement est accueilli avec calme par les aviateurs, qui n'ont pas les mêmes raisons sentimentales que les « biffins », qui ont crapahuté pendant tant d'années et qui ne se font aucune illusion sur le sort horrible qui sera réservé à leurs compagnons d'armes musulmans et aux populations fidèles lorsque le « fell » sortira en toute impunité des caches où il se terre depuis deux ans. Les aviateurs, vivant en cercle fermé sur la base, coupés de la population et des dures réalités de la guérilla, n'ont vu la guerre que du ciel. Pour les pilotes, le cessez-le-feu signifie une réduction de leur séjour d'un an en Algérie et la réadaptation sur *Mirage* à la base de Creil.

Quant aux rampants, ils espèrent que la fin de la guerre rapprochera la « quille » de quelques mois...

Ce même jour, à l'hôpital de Batna, un infirmier militaire, qui n'était jamais sorti en opération, mourait, bêtement asphyxié en prenant une douche dont le chauffe-eau était défectueux. Malgré un massage du cœur, il ne put être ramené à la vie. Ce fut le dernier mort des hostilités dans l'Aurès.

M. H. B..., 05000 Gap

Coll. particulière



...rre – ...atale qu'ils quittent peut-être pour toujours.

des circonstances, ces unités furent très rapidement mises à la disposition, pour emploi, des autorités militaires locales. Recrutées par contrat presque essentiellement en milieu musulman, elles étaient commandées et encadrées par des officiers et des sous-officiers tant d'active que de réserve. Certaines devaient acquérir bientôt une telle réputation que le général Parlange, qui coiffait les commandements civil et militaire du Sud constantinois, les comparait, dès le printemps de 1956, aux unités de parachutistes.

M. J.-P. C..., 95100 Argenteuil

(à suivre)

Le directeur de la publication : Maurice DUMONCEL — Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris-19e - D.L. C 351